

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/M/67

13 février 2003

(03-0942)

Conseil du commerce des marchandises

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES TENUE LE 6 DÉCEMBRE 2002

Président: M. l'Ambassadeur Supperamaniam

La réunion du Conseil du commerce des marchandises a été convoquée par l'aérogamme WTO/AIR/1985. L'ordre du jour proposé était contenu dans le document G/C/W/444.

I.	DÉBAT GÉNÉRAL SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES: I) ARTICLES V, VIII ET X DU GATT DE 1994; II) BESOINS ET PRIORITÉS DES MEMBRES, EN PARTICULIER DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET DES PAYS LES MOINS AVANCÉS, EN MATIÈRE DE FACILITATION DES ÉCHANGES; III) ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS.....	2
II.	FACILITATION DES ÉCHANGES: ORGANISATION DES TRAVAUX FUTURS	30
III.	AUTRES QUESTIONS	33

I. DÉBAT GÉNÉRAL SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES: I) ARTICLES V, VIII ET X DU GATT DE 1994; II) BESOINS ET PRIORITÉS DES MEMBRES, EN PARTICULIER DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET DES PAYS LES MOINS AVANCÉS, EN MATIÈRE DE FACILITATION DES ÉCHANGES; III) ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1.1 Le Président a dit que, comme les Membres l'avaient décidé dans leur programme de travail sur la facilitation des échanges, le Conseil du commerce des marchandises se réunissait aujourd'hui pour sa dernière session de 2002, dont les Membres avaient voulu qu'elle soit le cadre d'un débat général sur les trois grands points de l'ordre du jour, aussi bien qu'une occasion d'examiner la manière d'organiser les travaux futurs. Les Membres aborderaient donc durant la réunion les trois questions dont ils avaient débattu lors des trois sessions précédentes du Conseil du commerce des marchandises, à savoir: i) articles V, VIII et X du GATT de 1994; ii) besoins et priorités des Membres, en particulier des pays en développement et des pays les moins avancés, en matière de facilitation des échanges; iii) assistance technique et renforcement des capacités. Un deuxième point de l'ordre du jour offrirait ensuite l'occasion de débattre de l'organisation des travaux futurs.

1.2 Passant au premier point, dont le champ était fort étendu, le Président a fait part de son intention de structurer les débats en abordant d'abord les trois articles du GATT, avant de passer à l'examen des besoins et priorités en matière de facilitation des échanges, et enfin aux questions touchant l'assistance technique et le renforcement des capacités.

1.3 Comme cela avait été le cas pour les précédentes réunions, le Secrétariat avait reçu des Membres un certain nombre de communications pour les débats du jour. Un document de l'Australie (G/C/W/443) donnerait un aperçu général de la facilitation des échanges du point de vue australien, abordant des questions tels que les avantages de la facilitation des échanges et les possibilités offertes par les règles de l'OMC, et des questions relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités. Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (G/C/W/440) avait présenté une communication décrivant son programme d'automatisation des douanes; elle serait examinée au titre du deuxième alinéa du premier point de l'ordre du jour, dans le cadre duquel plusieurs Membres avaient décrit leurs divers programmes et mesures de facilitation des échanges. Les Communautés européennes avaient fait une communication traçant les grandes lignes de l'assistance liée au commerce apportée par les CE et leurs pays membres, qui serait présentée au titre du troisième alinéa du premier point de l'ordre du jour (G/C/W/442). Le Secrétariat avait rédigé un nouveau document faisant la synthèse des propositions des Membres sur la manière d'examiner, d'améliorer et de clarifier les articles V, VIII et X du GATT en réponse à la demande faite lors de la dernière réunion. Passant au premier alinéa du premier point de l'ordre du jour, il a invité le Secrétariat à présenter son document.

1.4 Le représentant du Secrétariat a dit que le présent document avait été préparé pour donner suite à la demande faite par Singapour à la réunion d'octobre. Il répertoriait les propositions des Membres sur la manière d'examiner et, le cas échéant, de clarifier et d'améliorer les articles V, VIII et X du GATT. Ces propositions étaient regroupées en fonction de l'article du GATT auquel elles se rapportaient, dans l'ordre établi dans le programme de travail et utilisé par le Conseil durant ses sessions: article X, puis article VIII, et enfin article V. Comme beaucoup de propositions se chevauchaient, et qu'il avait voulu mettre en relief les éléments communs aussi bien qu'éviter l'énumération répétée de textes similaires, le Secrétariat avait cherché à classer les diverses suggestions présentant des traits communs dans différentes rubriques, même si cela obligeait à s'écarter dans certains cas de la structure des communications. Pour l'ordre de ces rubriques, le document suivait en général l'ordre dans lequel elles figuraient dans l'article du GATT en question, tout en s'efforçant aussi de présenter dans un ordre logique les questions s'y rapportant.

1.5 Le représentant de l'Australie a dit que le document de son pays tentait de résumer les travaux du Conseil concernant la facilitation des échanges au cours de ses dernières réunions, en jetant un regard sur les mesures qui visaient à faciliter les échanges et sur le programme d'assistance internationale à la facilitation des échanges. Quelques années plus tôt, le Président du Conseil alors en fonction avait déjà résumé les principales préoccupations exprimées par les négociants au cours d'un symposium de l'OMC sur la facilitation des échanges (document G/L/226), en les groupant sous les rubriques suivantes: 1) prescriptions excessives en matière de documentation; 2) absence d'automatisation des opérations douanières; 3) manque de transparence des procédures et des prescriptions; 4) procédures inadéquates, et 5) insuffisance de la modernisation des services de douane et autres services officiels et manque de coopération entre eux. Malgré l'activité de certaines administrations et d'organisations multilatérales telles que l'OMC et l'OMD, ces problèmes n'avaient pas disparu. Dans leurs travaux sur les articles V, VIII et X du GATT, les Membres devaient surtout veiller à résoudre certains aspects de ces problèmes. L'intervenant a souligné les nombreux avantages des mesures de simplification des procédures d'importation et d'exportation. Pour les pouvoirs publics, elles permettaient d'améliorer l'information et le contrôle, de préserver les recettes et d'accroître l'efficacité de l'administration. Pour les entreprises et en particulier les PME, elles apportaient plus de certitude et de transparence, réduisaient les coûts et les délais et accroissaient la compétitivité à l'importation et à l'exportation. Pour la communauté, elles se traduisaient par une baisse des prix et une efficacité accrue du secteur public.

1.6 Sur le plan intérieur, l'Australie avait promu l'élaboration et l'application de procédures commerciales modernes et équitables, considérées comme un principe essentiel de la bonne administration aux frontières. Elle avait pris des initiatives de facilitation des échanges à plusieurs niveaux: 1) au niveau unilatéral, en modernisant sa propre administration douanière, ce à quoi elle s'employait sans relâche depuis 30 ans; en conséquence, le dédouanement des marchandises et l'admission des personnes dans le pays prenaient beaucoup moins de temps, grâce à la possibilité de communiquer les renseignements pertinents avant l'arrivée et au contrôle après dédouanement. L'informatisation avait permis aux services frontaliers d'améliorer les techniques de gestion des risques et d'avoir un meilleur accès aux renseignements relatifs aux négociants; 2) au niveau bilatéral, en concluant des accords avec ses partenaires commerciaux; et 3) au niveau multilatéral, par l'entremise d'un certain nombre d'organisations telles que l'Organisation mondiale des douanes, ainsi que de ses conventions internationales et de divers accords internationaux déjà en place. Elle avait examiné certains des problèmes posés par ces processus et essayé de les récapituler dans les sections suivantes de son document.

1.7 Abordant les possibilités offertes par les règles de l'OMC, l'intervenant a dit que sa délégation était favorable à l'élaboration d'engagements de facilitation des échanges dans le cadre de l'OMC, ce qui serait un moyen à la fois de susciter un engagement politique de haut niveau et de définir des principes directeurs globaux pour que les Membres de l'OMC abordent la facilitation des échanges de manière cohérente. L'adoption de règles de l'OMC plus opérationnelles en matière de facilitation des échanges présenterait les avantages suivants: i) définir une approche plus harmonisée et uniforme pour garantir une mise en œuvre cohérente; ii) encourager les négociants à appuyer et à respecter les règles (à cet égard, il importait de définir les mesures en pleine coopération avec les négociants pour optimiser les formalités douanières); iii) susciter l'élan politique nécessaire pour diriger à l'échelon national des efforts de simplification et de modernisation des procédures relatives aux échanges. L'intervenant a souligné qu'un grand nombre des mesures mises en place exigeaient une coopération entre différentes administrations publiques, et pas seulement un effort de l'administration douanière. On ne pouvait pas réformer sans l'engagement résolu des milieux politiques et des pouvoirs publics. Le renforcement des règles et des mécanismes de suivi accroîtrait la transparence et la prévisibilité pour les négociants, ce qui aiderait à les mettre à l'abri de pratiques discriminatoires.

1.8 Pour aller de l'avant, on pourrait intégrer dans les articles de l'OMC un certain nombre de principes fondamentaux qui régiraient les formalités et procédures et qui étaient à la base des

instruments multilatéraux modernes visant à faciliter les échanges, notamment les suivants: 1) procédures et pratiques prévisibles, cohérentes et transparentes; 2) mise à la disposition des intéressés de tous les renseignements nécessaires concernant les lois, règlements, directives administratives, procédures et pratiques; 3) adoption de techniques modernes telles que la gestion des risques et l'audit, et informatisation de toutes les opérations s'y prêtant; 4) coopération, quand il y a lieu, avec les autorités d'autres pays, avec d'autres administrations et avec les milieux d'affaires; et 5) mise en place de procédures facilement accessibles pour obtenir un réexamen administratif ou judiciaire. Les attentats du 11 septembre avaient montré l'importance de la sécurité aux frontières, et les services des douanes avaient été de ceux auxquels cette tâche était confiée. Il fallait veiller à ce que la facilitation des échanges ne compromette pas la sécurité des frontières. À cet égard, l'intervenant a souligné que les mesures sur lesquelles le débat avait jusqu'ici porté permettaient à la fois d'améliorer le contrôle et de faciliter les échanges. La facilitation des échanges internationaux ne devait pas compromettre l'application des règles de contrôle qui garantissaient la protection de la société ou le recouvrement des recettes; il fallait garantir le respect des lois et règlements nationaux tout en facilitant le commerce licite. Certaines observations laissaient entendre qu'il fallait parfois faire un compromis entre contrôle et facilitation. Or, de nombreuses mesures visant à faciliter les échanges et la circulation des marchandises permettaient aussi de renforcer le contrôle. Dans ce processus, il fallait envisager une assistance technique portant sur un large éventail de questions.

1.9 Passant à l'assistance technique et au renforcement des capacités, l'intervenant a dit que l'Australie se félicitait que la Déclaration ministérielle de Doha ait reconnu qu'il convenait de poursuivre la facilitation des échanges et d'accroître l'assistance technique et le renforcement des capacités dans ce domaine. L'Australie pensait comme d'autres pays que des mesures d'assistance technique devraient faire partie intégrante de toute négociation sur la facilitation des échanges à l'OMC, car il ne serait pas bon que des Membres ne disposant pas des capacités nécessaires pour appliquer les mesures assumant des engagements dans le cadre de l'OMC. En conséquence, tout accord sur les articles V, VIII et X du GATT devrait tenir compte des différences de développement entre les Membres et des besoins et difficultés des pays en développement, en particulier les PMA et offrir des moyens pratiques d'aider à leur développement. Les règles futures de l'OMC devraient donc comporter une gamme de dispositions prévoyant un traitement spécial et différencié, notamment des engagements initiaux moins contraignants pour les pays en développement, des périodes de transition pour la mise en œuvre des engagements et des arrangements plus stables pour la fourniture de l'assistance technique. Il faudrait tenir compte de l'existence d'autres instruments et programmes de travail concernant la facilitation des échanges d'organisations comme l'OMD, l'APEC, la CNUCED, la CCE/ONU, de même que la Banque mondiale et d'autres agences de développement. L'OMC devrait chercher à compléter l'activité de ces autres organisations tout en évitant les doubles emplois. Une grande partie du travail proposé avait été déjà fait. Ainsi, le travail accompli par l'OMD depuis bien des années concernant la simplification des procédures douanières avait déjà donné effet aux prescriptions actuelles des articles V, VIII et X. Ces principes impliquaient un renforcement du contrôle douanier. L'OMD pouvait aussi promouvoir ces principes et fournir une assistance pour les mettre en œuvre.

1.10 Le représentant du Paraguay a remercié le Secrétariat de son document, ainsi que la délégation australienne de sa communication. Pour un pays sans littoral comme le Paraguay, la facilitation des échanges était une question fondamentale. Les trois articles du GATT étaient importants, mais surtout l'article V relatif à la liberté de transit. Le Paraguay avait dans ce domaine une grande expérience et connaissait les problèmes et difficultés y relatifs. L'intervenant pensait, comme le représentant de l'Australie, que les Membres avaient déjà conscience des problèmes à résoudre pour harmoniser les divers aspects de la question. La difficulté était de trouver des solutions. Les pays développés qui avaient l'expérience de la facilitation des échanges devraient faire des propositions précises quant aux moyens de résoudre les différents problèmes que les Membres avaient identifiés et examinés. Insistant sur la difficulté de l'entreprise, l'intervenant a exhorté les pays développés à faire dès que possible des propositions précises pour venir à bout des problèmes posés

par l'exportation et l'importation. Pour un pays sans littoral comme le Paraguay, les importations étaient fort importantes. Les infrastructures permettant l'exportation étaient vitales, car il fallait traverser le territoire d'autres pays. C'était pour sa délégation l'aspect le plus important et la raison pour laquelle elle avait approché diverses délégations, dont celle du Canada, pour obtenir une assistance technique. Elle s'efforçait actuellement de définir un cahier des charges pour le projet d'assistance technique et de renforcement des capacités des institutions de son pays intervenant dans le commerce extérieur, afin d'accélérer le développement national; le Paraguay devrait au Canada une grande reconnaissance à cet égard. L'un des principaux aspects de ce projet serait la recherche de moyens de compenser la diminution des droits d'importation. Cela avait été abordé dans les propositions des États-Unis et dans les débats du Groupe de négociation sur l'accès au marché pour les produits non industriels: il fallait remplacer les recettes douanières. Le représentant du Paraguay convenait de la nécessité de rechercher la coopération de la société civile, des importateurs et des exportateurs, aussi bien que des autres organisations compétentes. C'était une longue et difficile tâche, surtout pour les pays en développement, plus encore pour les pays sans littoral. Le Paraguay continuerait à participer aux réunions consacrées à la facilitation des échanges avec beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme, car ces réunions pouvaient déboucher sur la formulation de normes et règles valables au niveau mondial dont les pays en développement tireraient profit. Pour terminer, l'intervenant a remercié toutes les délégations qui avaient fait des propositions en vue de nouveaux débats de nature à préparer efficacement la Conférence ministérielle de Cancún. Le Paraguay espérait poursuivre ses consultations avec le Canada sur le projet d'assistance technique, dont il attendait beaucoup, afin de faciliter son commerce extérieur et de le rendre plus transparent et plus avantageux.

1.11 Le représentant du Panama s'est associé au Paraguay pour remercier les délégations de leurs utiles contributions à un thème qui intéressait tous les Membres. Il allait aborder deux aspects relatifs à l'article V. Sa délégation souhaitait poursuivre l'examen de la proposition du Canada concernant le traitement national, surtout en ce qui concerne les redevances, taxes et garanties. Elle était favorable à l'initiative du Canada et des CE, qui voulaient chercher à définir les problèmes. Le Panama était prêt à s'associer à cette entreprise.

1.12 Le représentant de Hong Kong, Chine a remercié le Secrétariat de sa synthèse, qui fournissait une base utile à la poursuite des débats. Il espérait qu'une discussion plus approfondie et mieux centrée sur les diverses idées présentées aiderait à dégager quelques domaines d'intérêt commun afin de faire progresser le processus. Il a remercié l'Australie de sa communication. Comme sa délégation n'avait pas encore achevé l'examen du document, ses observations auraient un caractère préliminaire. Hong Kong, Chine partageait l'opinion que des engagements dans le cadre de l'OMC concernant la facilitation des échanges seraient un moyen de dégager un soutien politique résolu et que des règles de l'OMC garantiraient l'adoption par les Membres d'une approche cohérente en la matière. Au paragraphe 8 de son document, l'Australie proposait d'incorporer dans les articles du GATT un certain nombre de principes fondamentaux. La délégation de l'intervenant se demandait si la liste donnée dans ce paragraphe était exhaustive ou s'il fallait y ajouter certains des principes fondamentaux de l'OMC. Une certaine convergence de vues pourrait apparaître entre la proposition australienne et les suggestions faites auparavant par Hong Kong, Chine sur l'incorporation de certains principes fondamentaux de l'OMC dans l'article VIII du GATT. Sa délégation aimerait avoir des précisions de l'Australie à ce sujet.

1.13 Le représentant du Canada a dit que, la présente réunion étant la dernière consacrée en 2002 à la facilitation des échanges, le moment était venu de faire un premier bilan et de réfléchir sur les réalisations des Membres, ainsi que d'examiner le travail qui les attendait. Jetant un regard en arrière, la délégation canadienne tirait quelque satisfaction du travail des Membres sur les trois articles du GATT qui avaient retenu leur attention. Trois réunions leur avaient permis d'examiner tour à tour chacun des articles. Pour chacun d'entre eux, divers Membres, aussi développés qu'en développement, avaient présenté un certain nombre de suggestions très utiles, la plus récente ayant été celle de l'Australie, que le Canada remerciait. Passant aux débats antérieurs, le représentant du

Canada a évoqué un certain nombre d'exemples d'interventions pour illustrer ce qui avait été réalisé. Concernant l'article X, de nombreux Membres avaient parlé de l'utilité de la concertation entre administrations des douanes et négociants et de la nécessité d'améliorer la transparence. Concernant l'article VIII, des Membres avaient partagé leurs vues sur la nécessité de rendre les redevances et formalités douanières prévisibles, tandis que d'autres avaient fait part de leur expérience en matière d'application des principes d'évaluation des risques, qui était un moyen d'améliorer l'efficacité des opérations. Concernant l'article V, le Paraguay s'était exprimé avec éloquence sur les besoins spécifiques des pays sans littoral et sur la manière dont cet article pourrait être renforcé afin d'y répondre. L'intervenant a dit que sa délégation avait pris note de l'intervention récente du Panama, qui souhaitait examiner plus à fond les questions relatives aux redevances et procédures dans le cadre de cet article.

1.14 Le Canada pensait que beaucoup des propositions faites durant les précédentes réunions pourraient aider à faire en sorte que l'application de ces articles débouche sur des résultats concrets et utiles en matière de facilitation des échanges. Ces propositions offraient des perspectives également prometteuses pour les pouvoirs publics et les milieux d'affaires – en simplifiant les formalités administratives et en dégageant des économies appréciables. La synthèse établie par le Secrétariat était fort utile car elle structurait les propositions par thème. Elle montrait bien la richesse des propositions avancées. Dans un certain nombre de cas, elle soulignait la très nette complémentarité des diverses propositions et idées présentées par les Membres. À cet égard, la communication de l'Australie était très constructive, car elle articulait les trois articles et dégageait des éléments dont les Membres pourraient s'inspirer. L'intervenant a insisté sur le contenu du paragraphe 8 et a dit que le Canada en approuvait l'orientation générale. Ce document résumait les principes que le Canada aimerait développer. Au moment où l'année s'achevait et où les regards se portaient vers l'année nouvelle, il y avait lieu de réfléchir à la manière dont les Membres pourraient structurer ou organiser leurs travaux en 2003, en partant de la synthèse préparée par le Secrétariat. L'Australie avait proposé dans sa communication un moyen d'aller de l'avant, c'est-à-dire en intégrant dans les articles de l'OMC des principes fondamentaux qui régiraient les formalités et procédures. Le Canada ferait peut-être des propositions en ce sens à partir de divers concepts ou thèmes apparus au cours des débats tout au long de l'année. Cela serait utile pour la poursuite des activités du Conseil en 2003. Il fallait que les Membres élargissent et approfondissent leur compréhension des diverses propositions présentées et commencent à chercher comment elles pourraient concrètement faciliter les échanges. Cela serait une réponse à l'appel lancé antérieurement par l'Ambassadeur du Paraguay. Il s'agissait non seulement de mieux comprendre les enjeux, mais aussi de mettre à profit l'expérience acquise par les autres Membres et, pour chaque Membre, de s'inspirer des leçons tirées de sa propre expérience. On pourrait y parvenir de diverses manières, en s'appuyant sur des documents décrivant les réalisations nationales qui avaient déjà été présentés, et en s'encourageant mutuellement à mettre en commun les données d'expérience de chacun. Les Membres pourraient aussi tirer parti de la réflexion de l'OCDE, qui insistait sur la transparence et la simplification des procédures frontalières. Cette réflexion, basée sur les articles V, VIII et X du GATT, s'appuyait sur l'expérience de plus de 40 pays, tant développés qu'en développement. Le représentant du Canada remerciait l'OCDE d'avoir apporté aux travaux des Membres une contribution si précieuse et si pertinente.

1.15 Il y avait un autre élément du document de l'Australie qui devrait guider les Membres et qu'il leur fallait garder à l'esprit dans la poursuite de leurs travaux, à savoir le problème de l'approbation des politiques et de la coopération institutionnelle. L'intervenant avait récemment assisté à des séminaires à la CNUCED aussi bien qu'à une activité organisée par la CEE/ONU sur les résultats d'une étude très intéressante conduite dans le contexte de l'APEC, et qui illustrait bien comment la facilitation des échanges pouvait opérer dans la pratique et quels avantages concrets elle pouvait apporter aux pays. Des travaux très utiles étaient aussi actuellement en cours à l'OMD, à l'OCDE et dans les banques régionales de développement. Chacune de ces organisations avait une contribution fort intéressante à apporter dans le domaine de la facilitation des échanges. Il importait d'échanger les idées et de délimiter les domaines dans lesquels l'OMC pouvait jouer un rôle complémentaire, afin

d'éviter les doubles emplois. Le programme de travail en cours avait donné des résultats satisfaisants sur ce point et le Canada se réjouissait de collaborer avec tous les Membres à l'exécution de ce programme. Le travail accompli par les Membres sur l'assistance technique liée au commerce était un autre domaine de grande importance. Plusieurs Membres avaient décrit leurs activités dans ce domaine en 2002. L'intervenant a remercié les Communautés européennes d'avoir communiqué des informations sur leur assistance technique liée au commerce, fournie de concert avec leurs États Membres. Elles avaient souligné la nécessité permanente d'échanger des données d'expérience et de poursuivre les efforts conjoints des Membres, dans le cadre de l'OMC, pour mieux se concerter avec les autres organisations multilatérales et régionales actives dans ce domaine. Comme les autres Membres, le Canada ferait à cet égard plus d'efforts durant l'année à venir, à un niveau tant multilatéral que bilatéral.

1.16 Le représentant des Communautés européennes s'est déclaré satisfait de la synthèse préparée par le Secrétariat, qui à son avis offrait une bonne image du travail accompli au Conseil durant les 12 derniers mois. Ce document réunissait les propositions extrêmement riches faites sur la facilitation des échanges et donnait aux Membres un bon point de départ pour poursuivre leurs travaux en 2003. La délégation des CE était prête à s'efforcer de comprendre plus à fond les propositions et les idées exprimées dans ce document durant l'année suivante et avoir à leur sujet un débat plus fouillé. La synthèse pourrait servir de base pour cette activité. Elle offrirait un fondement solide à partir duquel aborder une nouvelle phase des travaux. Passant aux interventions du Paraguay et du Panama, le représentant des CE s'est déclaré particulièrement satisfait de leur appel à une intensification des travaux et à la recherche de solutions concrètes aux problèmes concernant l'article V ou l'article VIII qu'ils avaient rencontrés dans leurs activités commerciales. C'était quelque chose qu'il faudrait faire au cours de l'année suivante. Les Membres devaient examiner les propositions et voir dans quelle mesure on pouvait les affiner, les définir en termes beaucoup plus concrets et les rendre opérationnelles de manière à répondre aux besoins des Membres.

1.17 Passant au document de l'Australie, l'intervenant a dit que les Communautés européennes l'appuyaient résolument. Ce document offrait un excellent exposé des avantages de la facilitation des échanges et contenait des arguments persuasifs concernant la valeur additionnelle que leur conféraient les engagements de l'OMC dans ce domaine. Les CE faisaient leurs beaucoup des propositions concrètes en ce qui concerne les questions qui pourraient être traitées dans les engagements futurs dans le cadre de l'OMC, notamment les propositions énoncées au paragraphe 8 du document de l'Australie. La délégation des CE avait quelques questions à poser concernant d'autres aspects de la communication. Avant tout, l'intervenant souhaiterait savoir comment l'Australie concevait le rapport entre d'une part les activités de l'OMC et d'éventuelles dispositions de l'OMC et, d'autre part, le travail accompli dans d'autres organisations internationales. Deuxièmement, l'Australie avait parlé de la nécessité d'arrangements plus stables concernant l'assistance technique. Les CE aimeraient savoir ce qu'elle avait à l'esprit. Pour terminer, le représentant des CE a souligné le soutien de sa délégation à l'orientation générale du document, qui leur paraissait être une contribution fort utile.

1.18 La représentante de la Norvège a dit que sa délégation appréciait les communications présentées par le Taipei chinois, les CE et l'Australie, ainsi que la synthèse établie par le Secrétariat, qui avait considérablement facilité les débats internes dans son pays. Après avoir étudié ces documents, elle avait remarqué avec satisfaction que les propositions des Membres allaient généralement dans le même sens. Certaines étaient plus précises que d'autres et il y avait des différences dans la formulation, mais la même inspiration se retrouvait dans toutes. Les Membres ne devaient pas sous-estimer le volume de travail qui les attendait pour achever la tâche qui leur avait été confiée jusqu'à Cancun, à savoir "examiner et, le cas échéant, clarifier et améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994, et identifier les besoins et priorités des Membres, en particulier des pays en développement et des pays les moins avancés, en matière de facilitation des échanges". Cependant, après avoir examiné les propositions, la Norvège avait la certitude qu'ils en seraient capables.

1.19 Pour se préparer à ce débat, la délégation norvégienne avait sondé les principaux milieux d'affaires et agents économiques et constaté que leurs préoccupations pouvaient se résumer en trois mots: prévisibilité, cohérence et transparence. Alors qu'ils s'efforçaient de recenser les mesures non tarifaires à prendre dans le cadre des négociations sur l'accès des produits industriels aux marchés, les milieux d'affaires avaient signalé qu'un certain nombre des difficultés rencontrées auraient pu être évitées en améliorant et simplifiant les procédures d'importation et d'exportation. Un exportateur pouvait s'accommoder des redevances, droits, etc., d'un montant raisonnable, mais il devait à tout le moins être en mesure d'obtenir les renseignements nécessaires sur les règlements et procédures et sur l'ordre de grandeur des redevances et droits à acquitter avant d'expédier ses marchandises. Les pays en développement, de même que les PME, seraient de manière générale les principaux bénéficiaires de procédures simplifiées, prévisibles et transparentes. De telles procédures permettraient d'améliorer le taux de recouvrement des droits, tout en limitant la nécessité d'appliquer diverses mesures à la frontière. Bien évidemment, il s'agissait là de gains à long terme, car la mise au point et l'entrée en vigueur de procédures simplifiées prendraient un certain temps. Si le résultat final de ce travail devait être celui qu'espérait la Norvège – c'est-à-dire des règles cohérentes, prévisibles, transparentes et équitables –, elle serait d'avis d'en rendre l'application obligatoire. Ce faisant, on exercerait une certaine pression sur les Membres pour qu'ils adaptent leur législation nationale en conséquence, de manière à la mettre en accord avec les règles dans un délai raisonnable. Le représentant de la Norvège a souligné que cela ne signifiait pas que son pays ne soit pas disposé à prendre en considération toute proposition tendant à accorder aux pays en développement un traitement spécial et différencié, notamment sous la forme de délais de grâce et/ou de périodes transitoires plus longues.

1.20 Passant aux articles V, VIII et X du GATT, l'intervenante a précisé la position de sa délégation, disant que la Norvège était généralement en accord avec les communications des CE. Cela ne revenait pas à rabaisser les propositions des autres Membres qui, dans une large mesure, étaient très proches en substance et parfois même identiques, mais signifiait seulement que la Norvège se sentait généralement à l'aise avec de nombreux textes des CE. Les mesures destinées à préciser le montant des redevances et la définition des termes seraient fort importantes pour les négociants, de même que la notification des modifications apportées au montant des redevances et impositions. Il serait certainement utile aux agents économiques que ces renseignements soient rendus publics et, de préférence, accessibles par voie électronique. Concernant les dispositions de l'article VIII sur les redevances et formalités relatives à l'importation et l'exportation, la Norvège était fermement déterminée à éviter les obstacles au commerce superflus dans la conception et l'application des procédures relatives à l'importation et l'exportation, pour que ces procédures ne ralentissent pas indûment la circulation ou le dédouanement des marchandises. Ainsi les règles futures devraient garantir que les procédures d'importation et d'exportation ne limitent pas plus les échanges que nécessaire pour atteindre des objectifs légitimes. La délégation norvégienne était aussi déterminée à travailler à réduire le nombre des redevances et impositions et, si possible, à établir au niveau de l'OMC une liste des redevances autorisées. Comme on l'avait déjà dit, la prévisibilité et la transparence étaient deux des aspects les plus importants à prendre en considération dans ce travail. L'accessibilité des règles et procédures pour les négociants était essentielle pour la facilitation des échanges. En complément à ce qu'il serait possible de rendre public sous forme de documents ou sur Internet, des correspondants nationaux permettant aux négociants d'adresser en personne, par téléphone ou par lettre, des questions spécifiques les aideraient beaucoup à se conformer aux règles et procédures basées sur l'article X. De même, en ce qui concerne l'article V (liberté de transit), et par référence à la synthèse des propositions faites par le Secrétariat, la représentante de la Norvège a souligné l'importance que sa délégation attachait aux prescriptions en matière de documentation, qui devaient être fondées sur des normes internationales quand il en existait. D'autre part, la suggestion des CE de promouvoir la mise en place de régimes de transit au niveau des régions ou des continents pourrait être une mesure de facilitation des échanges utile dans la perspective de l'instauration d'un régime de transit mondial. L'intervenante a dit que sa délégation avait pris note des observations faites sur ce point par le Paraguay et le Panama. Passant à l'assistance technique, elle a souligné la

nécessité d'apporter aux pays en développement et aux PMA une assistance technique liée au commerce. Les Membres devaient réétudier les meilleurs moyens de satisfaire à toute demande spécifique qui pourrait être présentée. Pour terminer, l'intervenante a souligné la nécessité d'une étroite coordination entre les organisations internationales compétentes, ainsi qu'avec les donateurs bilatéraux et autres, afin d'éviter les doubles emplois.

1.21 La représentante des Philippines a remercié tous les Membres qui avaient fait des communications écrites. Elle a dit que ses observations seraient centrées sur le document du Secrétariat aussi et sur la proposition de l'Australie. La synthèse établie par le Secrétariat était fort utile. L'intervenante l'avait transmise à son administration nationale, qui étudierait toutes les propositions avancées et verrait ce que les Philippines souhaitaient faire à cet égard. Sa délégation étudiait ce qui se faisait actuellement et pouvait encore être fait, ainsi que les problèmes spécifiques que pourraient poser certaines de ces propositions. Aux Philippines, la synthèse faisait l'objet d'un examen sérieux de la part d'un organisme non moindre que la Direction des douanes, qui participerait à l'ensemble de l'opération. Demander à l'administration de chaque membre ce qui avait été fait, ce qui pourrait l'être et quels problèmes pourraient se poser au cas où les Membres parviendraient à un accord dans ce domaine pourrait aider les délégations à aller de l'avant. C'était là un point fort important pour les Philippines.

1.22 Passant au document de l'Australie, l'intervenante a mis en relief les nombreuses initiatives de facilitation des échanges prises unilatéralement par les Philippines, suite aux demandes présentées par les milieux d'affaires du pays et indépendamment de l'OMC, de l'APEC ou de l'ANASE. Elle a souligné que la plupart des mesures de facilitation des échanges que les Philippines s'efforçaient actuellement de mettre en œuvre étaient prises volontairement et que chacun en tirait profit. Sa délégation avait conscience de la nécessité d'un engagement politique de haut niveau, mais les Philippines centreraient leur attention sur l'assistance technique. Tout arrangement conclu à l'OMC devrait aller de pair avec une assistance technique appropriée, parce que c'était seulement ainsi que les pays en développement pourraient réellement approcher le niveau d'ambition de leurs autres partenaires. L'intervenante a souligné que, pour les Philippines, l'assistance technique n'impliquait pas seulement des périodes de transition. Le traitement spécial et différencié ne devait pas signifier seulement l'allongement des périodes de transition. Ces mesures ne constitueraient pas à elles seules un véritable traitement spécial et différencié, car à la fin de la période de transition, tous les Membres étaient tenus d'observer les mêmes engagements. L'intervenante avait été étonnée de lire au paragraphe 13 du document de l'Australie que l'OMD et la Convention de Kyoto révisée sur la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers étaient déjà conformes aux prescriptions actuelles des articles V, VIII et X dont les Membres débattaient actuellement. Si tout cela était déjà fait, elle se demandait à quoi servait le débat en cours. Il fallait essayer de coordonner les efforts de toutes les organisations internationales actives dans ce domaine.

1.23 Le représentant du Pakistan reconnaissait, comme l'avaient dit d'autres délégations, que l'OMD travaillait sur ces problèmes depuis plus de 50 ans, mais a dit que le soutien additionnel de l'OMC et, en particulier, l'initiative prise par le Conseil du commerce des marchandises d'examiner et, le cas échéant, de clarifier et améliorer les articles V, VIII et X du GATT concernant les besoins en matière de facilitation des échanges contribueraient beaucoup à intensifier le commerce international. À ce égard, il attachait un grand prix aux communications écrites de l'Union européenne, de l'Australie et du Taipei chinois. Nul ne pouvait mettre en doute la nécessité de réduire le poids et la complexité des procédures d'importation et d'exportation au minimum, comme il était recommandé à l'article VIII. On ne saurait contester non plus, de même, l'utilité de la transparence, de la notification préalable des règles commerciales et du droit de recours, etc., comme le demandait l'article X. Cependant, le Pakistan avait certaines réserves concernant les engagements contraignants relatifs à la liberté de transit des marchandises au titre de l'article V. La liberté de transit n'était réalisable que lorsque les deux États limitrophes avaient des structures tarifaires voisines. Sans cela, les

marchandises dont le transit était autorisé reflueraient vers le pays à travers lequel elles avaient transité.

1.24 L'intervenant a dit que le Pakistan avait récemment pris plusieurs initiatives pour faciliter les échanges. Celles-ci portaient notamment sur l'amélioration du cadre juridique. On avait simplifié le tarif douanier en réduisant le nombre de positions tarifaires, en soumettant des marchandises de même nature à un droit de même taux et en ramenant à quatre le nombre de taux. En outre, tous les règlements et ordonnances générales douaniers avaient été réexaminés, mis à jour et publiés sur le site Web des douanes et sous forme imprimée. On avait en outre sous-traité certaines fonctions non essentielles, telles que la réception des documents douaniers et le contrôle des marchandises à l'arrivée aux aéroports internationaux. Cela avait permis de limiter la marge arbitraire des douanes et accéléré le traitement. En outre, au lieu de soumettre toutes les marchandises au contrôle, certains importateurs et exportateurs jugés fiables avaient reçu le privilège du guichet vert (dédouanement accéléré) et aucun contrôle n'était généralement fait à l'importation/exportation de leurs marchandises. On cherchait à élargir encore le champ de cette méthode d'évaluation individuelle des risques. Un autre pas vers la modernisation avait consisté à adhérer aux conventions internationales concernant la facilitation des échanges, comme la Convention de Kyoto révisée et les Conventions TIR et d'Istanbul, et à adopter d'autres recommandations portant sur la facilitation des échanges. Le Pakistan avait déjà introduit la version 2002 du Système harmonisé et appliquait l'Accord de l'OMC sur l'évaluation douanière. Grâce à ces mesures de facilitation des échanges, le dédouanement des marchandises s'était extraordinairement amélioré. Le Pakistan soutenait donc sans réserve le travail entrepris par le Conseil du commerce des marchandises aux fins de clarifier et d'améliorer les articles VIII et X concernant la facilitation des échanges.

1.25 Le représentant du Brésil a remercié l'Australie et le Taipei chinois de leurs communications, qui seraient étudiées en détail, et le Secrétariat qui avait mené avec compétence le travail très utile de grouper toutes les propositions de manière simple et claire afin que les Membres puissent poursuivre leurs travaux l'année suivante. Toutefois, il ne pensait pas, contrairement au représentant des CE, que cette synthèse soit une photographie exacte du travail accompli au long des années. C'était une bonne synthèse des propositions avancées, mais elle ne reflétait pas et n'avait jamais visé à refléter la diversité des opinions qui s'étaient exprimées au Conseil durant les débats. L'intervenant a souligné que sa délégation n'était pas encore convaincue que les articles V, VIII et X du GATT soient nécessaires. Le Brésil n'avait aucune difficulté à accepter la notion de facilitation des échanges, car il l'appliquait au niveau national. Les avantages étaient évidents et chaque pays avait travaillé à ce problème de manière autonome. Mais le Brésil doutait que des règles contraignantes soient le meilleur moyen d'aller de l'avant. Selon lui, ce n'était pas en engageant des procédures de règlement des différends que l'on aurait les meilleures chances de susciter une attitude positive dans ce domaine. Le Brésil préférerait une approche axée sur des lignes directrices non contraignantes et sur des pratiques optimales qui seraient progressivement mises en œuvre grâce à des programmes plus ambitieux d'assistance technique et de renforcement des capacités. Le représentant du Brésil a ajouté que son pays nourrissait à ce stade certains doutes quant à la détermination réelle de l'OMC de faciliter les échanges, alors que le programme de travail sur l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles aurait dû être achevé depuis cinq ans environ, et qu'il s'agissait d'un travail dont la nature même indiquait qu'il faciliterait les échanges. Il doutait de la détermination de faciliter les échanges, vu l'énorme résistance à un élargissement de la coopération entre administrations douanières dans la lutte contre la fraude qui était apparue lors des débats sur les questions de mise en œuvre. Son doute était aussi dû à l'emploi trop fréquent de droits spécifiques, de préférence aux droits *ad valorem*, qui sont plus simples et plus transparents. Les droits spécifiques pénalisaient les concurrents les plus efficaces. De même, la gestion fréquemment fort peu transparente des contingents, ainsi que le nombre considérable de mesures faussant ou limitant les échanges qui étaient encore "légales" en vertu des règles de l'OMC, qu'il n'était même pas nécessaire d'énumérer, ne faisaient rien nom plus pour faciliter les échanges.

1.26 Passant à la question du traitement spécial et différencié, l'intervenant a souscrit aux vues exprimées par les Philippines, à savoir que ce n'était pas seulement une affaire de périodes de transition. L'expérience de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay avait montré que le simple octroi d'un délai plus long ne suffisait pas. Cinq ans ne pouvaient combler l'écart entre un pays en développement et un pays développé. C'était la notion de traitement spécial et différencié qui devait être intégrée dès le début, au lieu d'être un simple appendice. Le représentant du Brésil a souligné la nécessité d'une approche démontrant une vraie volonté de tenir compte des différences structurelles entre pays, de manière à éviter de rencontrer à nouveau la situation que le CCD connaissait actuellement en session extraordinaire, où les débats, prescrits par le Programme de Doha, sur les moyens de concrétiser et rendre opérationnelles des dispositions spéciales et différenciées ne débouchait sur rien. Le Brésil souhaitait éviter cette situation dans le domaine de la facilitation des échanges.

1.27 Le représentant de la Suisse a remercié toutes les délégations de leurs communications, ainsi que le Secrétariat de sa synthèse très utile. Cette synthèse soulignait qu'un grand nombre de propositions et d'idées étaient communes aux Membres et allaient dans le même sens. On pouvait citer pour exemples de ces points communs: 1) la nécessité de rendre publique l'information sur les lois et règlements concernant les procédures commerciales; 2) la nécessité de communiquer les décisions à l'avance, d'ouvrir des points d'information, de prévoir des procédures d'examen et de recours, et d'offrir des garanties de procédures régulières; 3) l'application des principes de non-discrimination, de transparence et de prévisibilité; 4) au titre de l'article VIII, l'idée d'avoir une définition meilleure et plus claire des redevances ainsi qu'une liste des redevances autorisées; 5) au titre de l'article VIII, la nécessité de simplifier les prescriptions en matière de données et de documents; 6) au titre de l'article V, la nécessité de limiter les formalités douanières au minimum nécessaire pour atteindre les objectifs commerciaux légitimes, et la nécessité de n'exercer aucune discrimination entre les modes de transport; 7) l'importance considérable de l'assistance technique et du renforcement des capacités (les débats de l'an prochain devraient mettre davantage l'accent sur ce dernier point et il faudrait présenter des propositions concrètes sur la manière d'intensifier efficacement les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités); et, enfin, 8) la nécessité d'éviter les doubles emplois entre les travaux de l'OMC et ceux d'autres organisations internationales.

1.28 La Suisse pensait, comme le Paraguay, que les propositions devraient être plus spécifiques et que ce serait une excellente idée que les Membres échangent des données d'expérience sur la manière dont ils avaient assuré l'efficacité de ces articles dans leurs pays respectifs. La facilitation des échanges était importante pour tous les Membres, surtout les pays en développement, en particulier pour les PME. En Suisse, 90 pour cent de ses entreprises étaient des PME. La délégation suisse voyait dans le document du Secrétariat une excellente base pour approfondir les débats entre les Membres et poursuivre leurs travaux en 2003 afin de respecter le Programme de Doha. Des règles contraignantes en matière de facilitation des échanges assureraient la prévisibilité dont les négociants avaient besoin.

1.29 Le représentant de la Corée s'est associé aux précédents intervenant pour remercier les Membres de leurs propositions écrites. Celles-ci montraient bien que les divers éléments de la facilitation des échanges étaient progressivement mieux compris. La synthèse du Secrétariat fournissait une excellente base pour les activités futures des Membres dans le processus d'approfondissement du débat sur la facilitation des échanges. La Corée notait avec satisfaction que tous les éléments dont le document faisait la synthèse étaient fort voisins et allaient dans le même sens, et que malgré certaines divergences de formulation et de point de vue, les Membres s'efforçaient d'axer le débat sur des éléments communs. La délégation coréenne approuvait les suggestions faites par le Paraguay, le Canada et les CE au sujet de l'utilité des expériences nationales en matière de facilitation et de simplification des échanges. La Corée envisageait elle aussi de présenter, au moment

approprié, une communication écrite sur les avantages qu'elle avait retirés de la facilitation des échanges. Elle exhortait les autres Membres à faire de même.

1.30 Le représentant de la République tchèque s'est associé aux autres représentants pour remercier le Secrétariat de son document de synthèse, outil fort utile pour le débat des Membres visant à clarifier et à améliorer les aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT de 1994. Ce document était une nouvelle preuve de la compétence du personnel de l'OMC. L'intervenant a également remercié toutes les délégations qui avaient présenté leurs propositions et permis ainsi aux Membres d'avoir un débat extrêmement utile. Ayant une vue d'ensemble des propositions, ils avaient ainsi pu se faire une idée claire de leurs principes essentiels. La transparence, la prévisibilité et la non-discrimination semblaient être les principes de base que les Membres souhaitaient voir appliqués pour la clarification et pour une meilleure mise en œuvre des règles actuelles. La simplification était souvent comprise comme un moyen d'atteindre cet objectif. La République tchèque approuvait pleinement une telle approche et soutiendrait les dispositions visant à prévenir l'application ou le maintien de procédures, prescriptions et formalités dans les cas où les circonstances qui les avaient motivées n'existaient plus et qui pourraient avoir des effets protectionnistes.

1.31 Cependant, puisque les entreprises opéraient dans un monde réel et non un monde virtuel, la délégation tchèque voulait une simplification qui ne crée pas de possibilités de contourner les normes convenues. Au lieu d'abolir certaines dispositions en vue de simplifier les procédures, il serait préférable de rechercher une normalisation raisonnable des prescriptions en matière de documentation et des procédures concernant l'exportation, l'importation et le transit. En d'autres termes, il serait mieux d'avoir un éventail restreint de documents, prescriptions et procédures qu'une multitude de documents, prescriptions et procédures assez simples, mais fort différents, qui se rapporteraient tous à la même opération. L'expérience avait montré que, lorsque les autorités nationales compétentes jugeaient légitimes et justifiables des différences dans les règlements et les procédures, les chances d'harmonisation étaient faibles. En particulier, le degré de développement économique et social et les disparités de capacités techniques ou capacités administratives pouvaient être considérés comme des raisons légitimes et justifiables de maintenir des différences dans la documentation, les prescriptions et procédures. Il ne pourrait y avoir d'harmonisation complète si ces préoccupations n'étaient pas prises en considération. Selon la République tchèque, pour mettre en œuvre le Programme de Doha et régler les problèmes posés par la facilitation des échanges, il conviendrait de recourir à de bonnes pratiques, déjà rodées par les entreprises. La clarification et l'amélioration des articles V, VIII et X devraient être en harmonie avec les principes énoncés dans le GATT de 1994: élever les niveaux de vie, élargir l'échange des marchandises et éliminer tout traitement discriminatoire dans le commerce international.

1.32 La représentante de l'Inde s'est associée aux observations faites par le représentant du Brésil. Elle pensait que les articles V, VIII et X avaient donné lieu à des débats approfondis et qu'on avait longuement discuté de leurs diverses dispositions. Sa délégation était d'avis que, dans l'ensemble, ces trois articles avaient fait leurs preuves. L'Inde appuyait la facilitation des échanges. Sa délégation était l'une des plus actives dans le cadre de presque toutes les conventions internationales actuellement en vigueur en la matière, et dans certains cas peut-être encore plus que certains des pays qui les avaient proposées. En outre, l'Inde mettait en œuvre à titre autonome des mesures de facilitation des échanges parce que, comme l'a bien marqué le Canada, tout le monde y gagnait. Cependant, elle avait de fortes réserves à l'idée de règles contraignantes à ce stade, parce que les pays n'avaient pas tous atteint le même niveau de développement économique. Il serait donc plutôt à déconseiller de faire place maintenant à des règles contraignantes. L'intervenante a remercié l'Australie et le Taipei chinois de leurs exposés, ainsi que le Secrétariat de sa synthèse fort utile.

1.33 Passant à l'article V du GATT, l'intervenante a demandé des précisions sur un certain nombre de points soulevés dans les propositions relatives à cet article. Concernant le document des CE, l'Inde craignait que des entretiens visant à clarifier la portée de l'article V du GATT n'engagent certaines

Membres contre leur gré en vertu de l'Accord général. Le paragraphe 5A de la communication des CE concernant le transport du pétrole, du gaz et d'autres produits par des oléoducs, gazoducs ou d'autres moyens ouvrirait la porte à un grand nombre de questions qui sont actuellement examinées dans le cadre de l'AGCS. La pose d'oléoducs/gazoducs soulevait des problèmes relatifs au stationnement du personnel d'entretien. L'Inde ne voyait pas bien quel serait l'intérêt de traiter actuellement ce problème dans le cadre de l'article V du GATT. Deuxièmement, en ce qui concerne les observations des CE sur les articles qui faisaient l'objet d'un contrôle intensif durant le transit avec la mise en place d'un dispositif de sécurité adéquat, l'Inde était d'avis que la définition des catégories d'articles visés devait être laissée à chaque Membre. La représentante de l'Inde a souligné les préoccupations de sa délégation concernant le manque d'infrastructures et la préservation des recettes, critères importants en vue d'une simplification plus poussée. Actuellement, les prescriptions de l'Inde en matière de documentation et de données pour le transit étaient minimales.

1.34 Passant au paragraphe 5E, l'intervenante a souligné la nécessité de ne pas oublier que les cautions étaient un important moyen de garantir le paiement des droits et de prévenir les infiltrations de marchandises dans les pays de transit. Ces principes seraient importants pour déterminer la nature et le montant des cautions exigées et il faudrait les fixer en fonction du type de marchandises en transit et du niveau de sécurité du mode de transport. Passant à la communication de la Corée (G/C/W/423), la représentante de l'Inde a demandé des éclaircissements sur la suggestion de document harmonisé: si elle impliquait un échange de données électroniques pour les pays intéressés, cet échange exigerait par lui-même une vaste infrastructure, dont la mise en place était actuellement au-delà des moyens de plusieurs pays en développement et de PMA. Il était peu vraisemblable que tous les Membres de l'OMC s'accordent sur un ensemble commun de données relatives au transit, car beaucoup d'accords de transit comportaient des prescriptions particulières en la matière. L'Inde serait heureuse de recevoir de la délégation coréenne davantage d'informations sur ce point précis. Concernant l'adoption de procédures simplifiées applicables aux marchandises en transit, la Corée avait proposé des procédures fondées sur l'évaluation du risque. L'Inde doutait fort qu'il soit possible d'élaborer un système uniforme de gestion des risques étant donné la diversité des facteurs de risque. La mise en œuvre d'une gestion des risques aux fins du transit serait encore plus difficile qu'à l'importation, car aucun contrôle ne serait possible après dédouanement. Quel que soit le régime adopté, il serait très difficile d'évaluer le degré de respect des règles. L'Inde souhaiterait recevoir plus d'informations de la Corée sur ce problème et accueillerait avec satisfaction toute suggestion sur les différentes prescriptions applicables aux marchandises en transit, avec ou sans transbordement. Elle serait très intéressée par des propositions de nature à simplifier le transit.

1.35 Passant aux propositions canadiennes, l'Inde a affirmé qu'il ne serait pas souhaitable d'employer un système de cautions pour les marchandises sensibles ou pour les marchandises dont le transport ne s'effectuait pas dans des conteneurs rendant tout coulage impossible. Le document présenté par la CNUCED à la dernière réunion avait souligné que, parfois, les systèmes de transit ne pouvaient être opérationnels faute de l'existence d'institutions clés telles que les associations de transport routier ou en raison des carences des banques et des compagnies d'assurance. On ne pouvait fournir de cautions valables en l'absence d'un système bancaire digne de ce nom. De même, si un pourcentage élevé des véhicules utilisés pour le transit étaient des camions à plate-forme ordinaires qui ne pouvaient satisfaire aux prescriptions d'invulnérabilité, il ne serait peut-être pas possible de permettre le transit sans autre garantie qu'une caution. Dans l'examen des améliorations à apporter à l'article V du GATT, il importait donc de tenir compte des contraintes d'infrastructure.

1.36 La représentante des États-Unis a remercié le Secrétariat de son document et les délégations de leurs communications, ainsi que de leur participation constructive aux débats. Les Membres disposaient d'une bonne base pour progresser l'année suivante. L'intervenante souhaitait faire des observations sur le document du Secrétariat, puis sur la communication de l'Australie. La synthèse du Secrétariat réussissait particulièrement bien à présenter le vaste panorama des questions d'une manière qui permettait de les dominer sans en laisser échapper aucune. La structure du document méritait non

moins d'éloges que son contenu, car elle offrirait aux Membres un cadre approprié pour continuer d'examiner les éléments qu'ils devraient prendre en considération afin de clarifier et d'améliorer les articles V, VIII et X du GATT, comme convenu dans le Programme de Doha. Certains Membres avaient dit que les communications des États-Unis n'étaient pas des propositions. À cet égard, l'intervenante a dit que sa délégation s'associait aux contributions utiles faites par d'autres Membres qui avaient inlassablement décrit les mécanismes, meilleures pratiques et autres mesures, souvent évidents, qui constitueraient une amélioration des aspects pertinents des articles V, VIII et X du GATT. Elle pensait, elle aussi, que le système commercial s'améliorerait considérablement si des engagements étaient pris concernant la notification des décisions à l'avance, l'accessibilité de l'information (par exemple par Internet), la transparence des redevances, des mesures relatives au régime spécial des envois exprès, et beaucoup d'autres éléments qui accroîtraient la transparence et l'efficacité à la frontière. Les États-Unis étaient de l'avis de nombreux Membres qui s'accordaient à reconnaître l'excellence de ces idées. Restait à savoir quel cadre leur donner, mais les États-Unis n'avaient entendu personne contester leur validité.

1.37 Concernant l'étude de la Banque mondiale citée par le Canada, l'intervenante a dit que les avantages qui résulteraient des améliorations apportées à la facilitation des échanges par chaque pays seraient le résultat d'un effort concerté. Ce n'était pas sans raison que les Membres recherchaient des améliorations concertées. La communication de l'Australie était un autre excellent exposé qui soulignait les avantages découlant de règles plus opérationnelles de l'OMC sur la facilitation des échanges. L'intervenante a souligné l'observation de l'Australie que beaucoup des mesures proposées permettaient non seulement de faciliter le travail des négociants, mais aussi d'améliorer le recouvrement et de faire mieux respecter la réglementation nationale régissant l'importation de marchandises.

1.38 Le représentant de la Malaisie a dit qu'en cette réunion de bilan, il n'allait pas entrer dans le détail des diverses questions qui avaient été discutées aux réunions précédentes. Il se bornerait à aborder certaines questions d'intérêt général. Cela lui paraissait nécessaire pour introduire un certain équilibre dans le débat. Il a remercié les délégations d'avoir présenter des communications et le Secrétariat d'avoir établi une synthèse. Il pensait lui aussi que c'était une excellente synthèse sur la base de laquelle travailler, mais qu'il s'agissait seulement d'une compilation de propositions qui ne formulait pas de jugement sur leur acceptabilité. La Malaisie était quelque peu inquiète de voir que certaines délégations insistaient pour dire qu'il y avait une convergence de vues assez marquée et que les propositions allaient dans le même sens. Il était bien entendu vrai que les propositions allaient dans un sens commun si elles émanaient toutes des demandeurs sur un point particulier. Mais cette synthèse ne laissait voir qu'un côté de la médaille et ne faisait aucune place aux arguments qui avaient été avancés aux dernières réunions et qui contestaient certaines de ces propositions, voire toutes. C'est ici qu'il fallait établir l'équilibre dans les débats. La Malaisie partageait l'opinion que, jusqu'à présent, aucune objection résolue n'avait été élevée à l'idée que la facilitation des échanges était en soi positive et importante et qu'elle devait être vue dans la perspective du développement, surtout de celui des pays en développement. La principale divergence tenait à la manière dont les Membres entendaient poursuivre cet aspect particulier de la facilitation des échanges et à la nécessité réelle de règles. Le troisième alinéa du paragraphe 7 de la communication de l'Australie montrait les sentiments et arrière-pensées qui inspiraient les demandeurs de règles contraignantes à l'OMC en matière de facilitation des échanges. Il y était dit que des règles susciteraient la volonté politique nécessaire pour simplifier et moderniser les procédures commerciales et pour conduire des réformes internes qui autrement risqueraient de ne pas voir le jour, si souhaitables soient-elles. L'intervenant jugeait assez inexact ce postulat que les pays étaient incapables de se moderniser ou de mener à bien des réformes internes. En réalité, ils n'avaient aucun empressement à le faire. Il y avait de nombreuses raisons pour lesquelles les pays ne pourraient le faire, comme les contraintes infrastructurelles, financières et autres qui avaient été mentionnées et discutées aux séances précédentes. Le renforcement des institutions et de l'infrastructure exigeait beaucoup d'argent.

1.39 L'intervenant a dit que, si les règles devenaient contraignantes et si les normes étaient très ou même moyennement exigeantes, les Membres devraient mettre en application de telles règles, mais que, s'ils n'avaient pas les moyens de le faire, on ne pourrait plus alors parler d'un problème de développement, mais bien plutôt de l'exercice d'une contrainte qui ne répondait pas aux besoins des pays en développement dans le domaine de la facilitation des échanges. Les Membres devaient prendre du recul et considérer le type de problèmes auxquels se heurtaient les pays en développement. L'intervenant ne croyait pas que les choses ne puissent être faites que d'une seule manière et soulignait la nécessité de trouver des solutions créatrices. Le Brésil avait parlé de lignes directrices et de principes non contraignants. Même à l'APEC ou à l'ANASE, on pouvait trouver des règles non contraignantes. Il fallait laisser aux pays en développement le temps de se mettre au niveau des prescriptions exigées au plan international. Tel était l'équilibre qu'il fallait introduire. L'étude de la Banque mondiale sur ce qui avait été fait à l'APEC en matière de facilitation des échanges ne mentionnait pas le coût des mesures que les pays de l'APEC avaient dû assumer. Ce qui aiderait vraiment les pays, c'était d'examiner la répartition du coût de ce qui constituait effectivement des mesures de facilitation des échanges. Dans l'étude, la part des procédures administratives n'était pas aussi importante que celle de la logistique portuaire, qui représentait environ 55 pour cent du montant total nécessaire pour garantir que la facilitation des échanges aille dans le sens voulu, ce qui faisait de la logistique portuaire le facteur le plus important de la facilitation des échanges. Cette logistique englobait l'infrastructure et les transports. L'intervenant a demandé si les pays développés fourniraient à cette fin des montants suffisants aux pays en développement. Il a souligné que, bien que la question ait été posée en plusieurs occasions, on n'y avait jamais répondu. Chacun avait dit qu'il fallait éviter les doubles emplois et laisser d'autres organisations internationales agir sur ce point, mais il n'y avait aucune assurance qu'elles le feraient. L'intervenant a demandé aux auteurs des propositions d'étudier vraiment le genre de problèmes qu'un grand nombre de pays en développement rencontraient, du point de vue du développement.

1.40 Le représentant de Cuba a remercié le Secrétariat de l'excellente synthèse qu'il avait fournie aux Membres, et les délégations de leurs communications. Cuba était satisfaite de trouver dans le document de l'Australie l'aveu qu'il ne serait pas souhaitable de fixer des engagements à l'OMC si les Membres n'avaient pas la capacité de mettre en œuvre les mesures appropriées. Cela rejoignait les préoccupations exprimées par le Brésil. L'assistance technique et le renforcement des capacités ne devraient pas se limiter à l'octroi d'engagements initiaux moins onéreux et des périodes de transition plus longues. Il était nécessaire de chercher vraiment des solutions aux problèmes des pays en développement: insuffisance des infrastructures et des services logistiques pour le chargement et le déchargement des marchandises, l'automatisation des procédures douanières, etc. Cuba se félicitait de reconnaître qu'il fallait tenir compte du travail accompli par d'autres organisations comme l'OMD et la CNUCED, entre autres. Pour terminer, le représentant de Cuba a réaffirmé la nécessité de conduire l'assistance technique et le renforcement des capacités parallèlement à l'examen des aspects relatifs à la facilitation des échanges, comme le prévoyait la Déclaration de Doha.

1.41 La représentante de Singapour a remercié le Secrétariat de la synthèse qui avait été faite sur la demande de Singapour. C'était un bon travail, car chacun pouvait en voir le thème commun. L'intervenant pensait, comme la Corée, que ce serait une bonne base de travail pour les travaux futurs. Sa délégation avait pris dûment note du point soulevé par la Malaisie, à savoir que le document était une synthèse de communications écrites et qu'il y avait des divergences de vues sur divers points. Elle se demandait toutefois s'il ne pourrait servir de base aux futurs débats car, pour les domaines d'importance particulière ou sur lesquels un nombre suffisant de vues avaient été exprimées, une discussion pourrait s'engager à partir de cette base. Singapour se félicitait de la communication de l'Australie, qui offrait un aperçu général très nuancé et complet du travail accompli en matière de facilitation des échanges. Ce document reprenait aussi certains des thèmes qui avaient trouvé écho dans la synthèse du Secrétariat, comme la publication et la mise à disposition des lois et règlements, la simplification des procédures et prescriptions, et la coordination entre les institutions. La délégation de Singapour approuvait particulièrement certaines des observations faites aux paragraphes 8 et 9 sur

la manière d'aller de l'avant en incorporant un certain nombre de principes fondamentaux dans les articles du GATT. Si cela n'était pas nécessairement similaire à la proposition avancée cette année même par Hong Kong, Chine, la délégation de Singapour y voyait un complément de celle-ci. L'intervenante a rappelé que lorsque Hong Kong, Chine a présenté sa communication, elle avait beaucoup soutenu cette approche. Le point pertinent soulevé au paragraphe 9 était l'équilibre entre la facilitation des échanges et le contrôle, ce qui rejoignait l'argument de l'Australie selon lequel de nombreuses mesures visant à faciliter les échanges permettaient aussi de renforcer le contrôle. Ceci s'accordait avec l'expérience de Singapour. Il fallait donc établir une relation plus étroite avec les milieux d'affaires afin de mieux comprendre les comportements et d'obtenir la coopération des entreprises pour lutter contre le commerce illicite. Singapour se félicitait que l'Ambassadeur du Pakistan ait fait part aux autres Membres de l'expérience de son pays. Comme cette expérience était vaste, son intervention offrait une excellente perspective concrète de ce qu'il fallait faire.

1.42 Le représentant du Costa Rica s'est associé aux autres délégations pour remercier le Secrétariat de sa note, que le Costa Rica jugeait fort utile, car elle fournissait un aperçu général des propositions présentées jusqu'ici par les délégations, ce qui faciliterait la suite des débats quand, ainsi que l'Union européenne l'avait déclaré, ces propositions pourraient être définies et perfectionnées. Il était de l'avis des délégations selon lesquelles le débat sur ces propositions devrait être centré sur l'assistance technique compte tenu des situations nationales. Le Costa Rica espérait contribuer à ces travaux dans l'avenir. Sa délégation remerciait aussi toutes les délégations qui avaient présenté des documents pour la présente réunion. Ces communications complétaient utilement les propositions déjà présentées.

1.43 Le Costa Rica convenait sans réserve que l'application de mesures de facilitation des échanges entraînerait d'importants avantages aux États, aux entreprises, surtout les PME, et à la communauté nationale en général. Elle aidait sans aucun doute à attirer l'investissement et contribuait au bien-être de tous grâce à l'accroissement du volume des transactions commerciales internationales, qui résultait de l'élimination progressive des obstacles au commerce des marchandises et des services. La délégation de l'intervenant pensait elle aussi que des règles de facilitation des échanges plus opérationnelles apporteraient bien des avantages, tels qu'une mise en œuvre plus cohérente grâce à l'harmonisation, ou une transparence et une prévisibilité plus grandes grâce à la clarté et au renforcement des règles. Le Costa Rica pensait, comme l'Australie, qu'il fallait intégrer dans les règles de l'OMC des principes fondamentaux qui régiraient les formalités et procédures, tels que la transparence, la prévisibilité, la cohérence, l'utilisation de techniques modernes d'évaluation des risques, l'informatisation dans toute la mesure du possible et la coopération entre les autorités de différents pays. Il était essentiel de faire progresser le processus de facilitation des échanges mis en place à Doha en amplifiant les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. En outre, le Costa Rica convenait que ces activités devaient faire partie intégrante des négociations pour que les Membres, en particulier les pays en développement, aient la capacité de mettre en œuvre les mesures.

1.44 La représentante de la Hongrie a remercié le Secrétariat de sa synthèse des propositions, document fort utile qui pourrait faire progresser les débats des Membres et les aider dans leurs travaux de suivi en 2003. Elle a aussi remercié le Taipei chinois, les CE et l'Australie de leurs récentes communications. La Hongrie était d'avis qu'un examen plus approfondi des diverses propositions et l'identification de leurs éléments communs aideraient les Membres à s'acquitter de leur tâche en vue de la Conférence ministérielle de Cancún. La délégation hongroise pensait qu'en effet l'échange de données d'expérience contribuerait aussi à cet objectif. Elle était convaincue de la nécessité d'identifier les besoins et priorités des Membres en matière de facilitation des échanges, en particulier de ceux des pays en développement et des PMA, pour explorer des solutions concrètes. Elle accueillait donc avec satisfaction toutes les contributions à l'effort commun.

1.45 Le représentant du Japon a remercié les Communautés européennes, le Taipei chinois et l'Australie de leurs communications, ainsi que le Secrétariat de sa synthèse, que sa délégation avait jugé fort utile. Cette synthèse serait une bonne base de départ pour les travaux futurs des Membres. La valeur du document du Secrétariat résidait dans l'identification des éléments, ce qui, grâce à son plan bien structuré, permettait aux Membres d'aborder les questions point par point. Le Japon comprenait que la synthèse ne reflétait que les vues des auteurs de propositions, parce qu'ils étaient les seuls qui aient soumis des documents lors des précédentes réunions. Si tel ou tel point ou élément soulevait des préoccupations particulières, la délégation japonaise centrerait sa réflexion sur le moyen d'y répondre et d'atténuer la gravité des problèmes.

1.46 L'intervenant a dit que sa délégation se félicitait de la communication de l'Australie, dont les paragraphes 7, 8 et 9 présentaient un intérêt particulier. Il avait travaillé avec les douanes pendant près de dix ans, et l'équilibre entre des objectifs légitimes et la facilitation des échanges était incontestablement au nombre de ses préoccupations et intérêts majeurs. Le mot "préoccupations" pouvait sembler négatif et le mot "intérêts" positif, mais il s'agissait bien de la même chose. L'intervenant n'avait pas entendu un seul pays contester les avantages de la facilitation des échanges au cours des trois dernières réunions, mais seulement constaté des divergences de vues mineures, par exemple s'agissant de savoir s'il était nécessaire de fixer des règles contraignantes en matière de facilitation des échanges. Il existait plusieurs initiatives de facilitation des échanges aux niveaux national, régional ou sectoriel, par exemple dans le secteur douanier. Il fallait donner à ces diverses initiatives un fondement commun. Il pourrait être intéressant d'introduire dans ce domaine les notions de statu quo et de démantèlement. L'OMC pouvait déterminer ce fondement commun minimum pour la facilitation des échanges et orienter les diverses initiatives dans une direction commune.

1.47 La représentante de la Colombie a remercié le Secrétariat de la diligence avec laquelle il avait fait la synthèse des propositions qui avaient été présentées tout au long de l'année. Cette synthèse, qui s'ajoutait aux observations et interventions faites au cours des séances par les pays qui n'avaient pas présenté de communications écrites, constituerait un précieux apport pour les travaux dans l'avenir immédiat. La Colombie approuvait aussi l'idée d'échanger des données d'expérience nationales. Les observations de la délégation japonaise pourraient renforcer ce qu'avait dit l'Australie concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités, en particulier aux paragraphes 11 et 12 de son document. Ces besoins devraient être expressément mentionnés, parallèlement à l'assistance technique et au renforcement des capacités. Pour terminer, la délégation colombienne a dit que le document présentait un bon tableau d'ensemble des aspects généraux de la facilitation des échanges. C'était une bonne manière de faire le point sur le travail accompli en 2002.

1.48 Le représentant du Canada a souligné l'utilité de la réunion de bilan en cours et s'est félicité du fait qu'autant de délégations participent aux débats. Il jugeait aussi très positif que les questions soient abordées sans détour. En réaction aux observations de différentes délégations, en particulier celles qui avaient formulé des préoccupations au sujet de la nature des travaux et de la direction dans laquelle s'orientaient les Membres, il a dit qu'il lui paraissait très important de ne pas perdre de vue cet aspect. Il avait pris note de la déclaration du représentant du Brésil, qui avait dit qu'il n'était pas encore convaincu, et a dit que le Canada poursuivrait son dialogue avec le Brésil. Il espérait que les Membres pourraient avancer de front sur la voie qui les mènerait jusqu'à Cancún. Lorsqu'il y avait des divergences de vues, ils avaient toujours essayé de les surmonter de la façon la plus constructive possible. Dans leurs déclarations, les représentants du Brésil et de la Malaisie avaient mis le doigt sur un aspect très important, à savoir la nécessité de garder les questions liées au développement au premier plan et au centre du débat. Tous les Membres semblaient considérer que la facilitation des échanges était en général une activité utile. Cela était confirmé par le fait que de nombreux pays avaient pris des initiatives unilatérales dans ce domaine. La délégation canadienne prenait acte de ces efforts. Les besoins et priorités des Membres et en particulier des Membres en développement étaient un aspect fondamental du programme de travail. Par conséquent, l'intervenant se faisait l'écho de ce qu'avait dit le Japon, appuyé par la Colombie, à savoir qu'il serait utile que les Membres fassent part

de leur expérience et qu'on poursuive l'analyse des préoccupations fondamentales ou des réactions aux propositions. Comme l'avait clairement dit l'Ambassadeur du Paraguay, l'intérêt suscité par les activités de facilitation des échanges était souvent motivé par la volonté d'exporter davantage. On ne pouvait pas négliger le fait qu'au cours des 15 dernières années l'évolution du commerce mondial avait été telle que ce commerce ne se faisait plus essentiellement entre le Nord et le Sud ou entre les pays du Nord, et que le commerce Sud-Sud était devenu important, ce qui introduisait une nouvelle dimension. Comme l'avait dit le représentant des Philippines, les Membres devraient chercher à déterminer quelles étaient, parmi les diverses propositions, celles qui constitueraient des défis particulièrement importants. En même temps, ils devaient aborder la question en se demandant quelles seraient les mesures qui pourraient contribuer à accroître leurs exportations respectives. C'était un aspect très important qu'il ne fallait pas perdre de vue. Le Canada n'avait pas d'idée préconçue au sujet de la façon de répondre aux diverses préoccupations et d'approfondir l'analyse des propositions et se féliciterait de toute contribution à ce dialogue. À cet égard, il pourrait être utile de connaître l'expérience acquise par différents pays dans ce domaine.

1.49 Abordant la question des règles contraignantes, l'intervenant a dit que l'adjectif "contraignant" avait un sens trop vaste et pouvait induire en erreur. Comme l'avait fait observer à juste titre le Brésil, la préoccupation fondamentale à cet égard était liée au règlement des différends et, comme l'avait dit l'intervenant, en s'appuyant sur ce qu'avait déclaré la Malaisie, on pouvait se montrer plus créatif. Pour le Canada, la question des règles contraignantes était étroitement liée à la traduction des principes en dispositions juridiques opérationnelles. Comme les Membres en étaient encore à l'examen des principes et des idées, et que les négociations n'avaient pas encore commencé, il était prématuré d'engager un débat sur cette traduction en termes juridiques de principes qui devaient encore être développés. Avant d'aborder ce débat, il fallait examiner les besoins de facilitation des échanges de tous les Membres, en tenant compte de ce qui pourrait être utile dans le cadre de l'OMC, de ce qui se faisait dans le cadre d'autres organisations et de ce que chaque Membre faisait de façon autonome. On pourrait ensuite aborder la question de la formulation juridique. Il ne fallait pas mettre la charrue avant les bœufs. D'après l'expérience que le Canada avait acquise dans le cadre de certains de ses accords commerciaux et de ses activités de facilitation des échanges (comme l'engagement d'améliorer le fonctionnement des douanes), il était peu probable que ce genre de question provoque des différends. Il était encore possible d'affiner le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Le grand intérêt des principes de facilitation des échanges énoncés dans les textes de l'OMC était que, comme l'avaient fait observer les États-Unis, ils inciteraient les Membres à prendre des mesures ou des engagements collectifs et que cela pouvait apporter des avantages allant bien au-delà de la somme des efforts individuels de chaque Membre. À cet égard, l'intervenant espérait que les Membres pourraient poursuivre le débat et ne se laisseraient pas trop arrêter par la question du caractère contraignant ou non des engagements dans leur travail d'élaboration de ces principes. Pour conclure, il a répété que le Canada pensait qu'il serait possible de se montrer créatif et que sa délégation était parfaitement disposée à préciser comment les Membres pourraient répondre de façon aussi satisfaisante que possible aux préoccupations des pays en développement.

1.50 Le représentant de l'Australie a remercié les représentants de leurs observations. La réunion en cours offrait une bonne occasion de faire le bilan des travaux accomplis au cours des 12 derniers mois et de définir les orientations futures. À l'instar du représentant du Canada, il était conscient qu'il ne fallait pas trop se braquer sur la question de la traduction des principes en règles et qu'à ce stade il fallait d'abord définir les principes qui devraient guider les Membres dans leurs activités futures. L'intervention du Japon avait aussi été très utile à cet égard. Il fallait peut-être se fixer pour priorité de définir le niveau minimum de ces principes. En réaction à la question posée par Hong Kong, Chine, qui voulait savoir si les points énoncés dans la communication de l'Australie constituaient une liste de principes exhaustifs, il a dit que cette liste n'était certainement pas exhaustive. Si les Membres voulaient une liste de principes exhaustifs, ils devraient se pencher sur la Convention de Kyoto et sur la façon dont ces principes et idées fondamentaux avaient été mis en pratique, par exemple dans le cadre de l'APEC. Si l'on voulait un exemple de processus non

contraignant, on pouvait employer celui de l'APEC, dont tous les Membres s'étaient engagés à mettre en œuvre différentes mesures, d'ici à 2005 ou à 2010 selon qu'ils étaient en développement ou développés. Le caractère non contraignant du processus avait dans une certaine mesure disparu du fait que les chefs d'État avaient approuvé les principes fondamentaux, si bien que les principes restaient certes facultatifs mais que les Membres avaient décidé de les appliquer volontairement. On avait un autre exemple similaire dans le cas de l'accession de nouveaux membres dans l'Union européenne, qui avait conduit les candidats à souscrire au code douanier. L'intervenant avait assisté à plusieurs exposés faits par des membres nouveaux ou futurs de l'Union européenne au sujet de la modernisation des systèmes douaniers qu'ils avaient entreprise en conséquence. Cela montrait bien qu'il existait différents exemples dont on pourrait s'inspirer. L'Union européenne avait soulevé la question des liens entre les travaux de l'OMC et ceux d'autres organisations internationales. D'autres délégations avaient déjà répondu concrètement à cette question en soulignant la nécessité de s'appuyer sur les travaux des autres organisations et de ne pas réinventer la roue. D'excellents programmes étaient en cours d'exécution. Il incombait à l'OMC d'étudier les moyens d'en tenir compte et de limiter les doubles emplois. La question soulevée par l'UE, au sujet de la stabilité des dispositions et de l'assistance technique et de ce que cela signifierait, paraissait être très pertinente. L'intervenant ne pensait pas que les Membres disposaient d'une baguette magique pour régler cette question, mais il avait connaissance des travaux déjà entrepris dans le cadre de l'OMD, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités douanières. En matière d'évaluation, on pouvait s'attendre à avoir des résultats avant les prochaines réunions du Conseil de juin 2003. Il y avait des exemples dont on pourrait tenir compte. À l'occasion du séminaire de l'OMC sur l'évaluation douanière organisé en novembre dernier, les participants avaient fait plusieurs exposés très utiles concernant le cadre du renforcement des capacités et le processus stratégique sur lequel ce cadre s'appuyait. Il pourrait être utile que le Groupe examine certaines des propositions de cadre et envisage une approche uniformisée d'une question qui était à l'évidence très délicate. Cela avait un lien avec les questions soulevées par le représentant des Philippines au sujet de la nécessité de veiller à ce que l'assistance technique fasse partie intégrante de ce processus. La question pertinente était la suivante : "Si tout cela était déjà dit dans la Convention de Kyoto, que faisaient les Membres dans le cadre de l'OMC?". Cette question renvoyait à une suggestion faite par l'Australie dans sa communication selon laquelle un des avantages fondamentaux qu'apportait l'OMC était qu'elle permettait d'obtenir un engagement politique important en faveur de ce qui, sans cela, serait traité comme un processus purement douanier. Il était indispensable que les Membres cherchent un moyen d'aller de l'avant. En définissant la voie à suivre, les Membres pourraient faire preuve de plus de volonté et s'engager à donner aux principes un contenu concret. Le fait d'envisager le processus comme un processus mondial et global ne répondrait pas seulement aux besoins des pays développés; il permettrait aussi d'y associer les pays en développement. Pour ce qui est de l'aspect purement douanier, l'intervenant se félicitait d'avoir pu voir des exemples concrets du processus mis en œuvre par des administrations douanières de pays en développement d'Afrique, d'Asie et du Moyen-Orient. Ces administrations mettaient en place un système douanier modernisé en collaboration avec l'ensemble des administrations publiques. Pour conclure, l'intervenant a dit qu'il existait de très nombreux exemples dont on pourrait s'inspirer et qu'il serait possible, en s'appuyant sur ces exemples et sur les travaux d'autres organisations, de définir les étapes que les Membres pourraient parcourir au cours des 12 prochains mois.

1.51 Le représentant du Nigéria s'est associé aux autres délégations pour remercier le Secrétariat de sa synthèse. Il a aussi remercié les autres Membres des propositions qu'ils avaient présentées pour faire avancer le débat. De nombreux Membres avaient parlé des avantages découlant de la facilitation des échanges. On pouvait se demander si certains Membres doutaient de la réalité de ces avantages. Selon la délégation du Nigéria, c'était précisément en raison de l'existence de ces avantages que de nombreux Membres avaient lancé des réformes. Le Nigéria avait lancé une série de réformes de son administration et de ses procédures douanières et un plan de modernisation portuaire, ainsi que d'autres réformes nécessaires. Sa délégation souscrivait au projet de rationalisation et d'harmonisation des procédures et de simplification de la documentation, et continuerait d'appuyer les activités d'autres organisations visant à atteindre ces objectifs. Toutefois, elle pensait que pour faciliter les échanges, il

fallait avant tout améliorer les infrastructures, moderniser les procédures et former tous les fonctionnaires qui intervenaient dans le processus, et que le renforcement des règles ou la signature d'accords multilatéraux passait au second plan. Le Nigéria avait un besoin urgent d'assistance technique. La signature d'accords n'entraînait pas automatiquement une plus grande efficacité des procédures douanières si les infrastructures restaient déficientes ou si les fonctionnaires chargés de faciliter les échanges ne recevaient pas la formation nécessaire.

1.52 La représentante de l'OCDE est intervenue pour donner au Groupe quelques renseignements sur les travaux en cours à l'OCDE en ce qui concerne les pratiques des pays, sous l'angle des propositions que les Membres avaient examinées au cours des trois dernières réunions. Le Comité des échanges de l'OCDE avait décidé qu'il était très important de chercher à donner un contenu concret à ces propositions. Il était impossible de bien comprendre ce qu'elles pourraient signifier et comment les mettre en œuvre sans s'interroger sur leur application concrète. Se fondant sur les travaux déjà accomplis par le Comité des échanges en ce qui concerne la réglementation des pays membres, l'OCDE avait puisé dans ses archives ainsi que dans la documentation d'autres organisations telles que l'APEC et l'OMC, et s'était aussi appuyée sur les missions menées dans différents pays et sur les notions qui avaient été élaborées dans ce contexte, afin de rédiger une série de documents de réflexion sur la mise en œuvre de propositions de facilitation des échanges présentées au Groupe. La première partie du document concernant les propositions relatives à l'article X du GATT avait été distribuée deux semaines avant l'actuelle réunion. Une deuxième partie, qui traitait de l'application de l'article VIII du GATT, avait été distribuée deux jours avant. Ces documents étaient accessibles dans la zone publique du site Internet de l'OCDE.

1.53 Les conclusions de ce travail, qui portait sur 42 pays de différentes parties du monde, dont 40 étaient déjà Membres de l'OMC tandis que les deux autres étaient en voie d'accession, étaient que toutes les propositions avaient été mises en œuvre à des degrés variables dans différents pays. Ce n'était pas que les propositions qui allaient dans le même sens, car les pratiques nationales allaient elles aussi dans le même sens. Cette convergence était due à l'existence de nombreux instruments internationaux, notamment la Convention de Kyoto, qui avaient défini les orientations. Pour ce qui est de la transparence et de l'article X, il était clairement ressorti de l'étude que de nombreux pays avaient déjà fait des efforts en publiant régulièrement des renseignements sur les règles en vigueur et les projets de règles, de façon accessible et conviviale. La façon dont les différents pays avaient procédé montrait qu'on ne pouvait pas parler d'un modèle unique. Dans ce domaine, il était clair qu'il n'y avait pas de solution universellement valable en raison des différences de niveau de développement et des contraintes spécifiques de chaque pays, et les Membres ne pouvaient donc pas tous procéder de la même manière mais devaient tenir compte de leurs capacités respectives. Quoi qu'il en soit, tous les pays avaient pris des mesures importantes. Les pays qui n'avaient pas encore automatisé leurs procédures douanières et qui ne pouvaient pas employer Internet pour rendre l'information accessible avaient produit des publications et créé des centres d'appels téléphoniques auxquels on pouvait s'adresser 24 heures sur 24 pour obtenir les renseignements requis. Il en allait de même pour les mécanismes de consultation et de rétro-information. Chaque pays avait cherché à trouver la voie qui lui convenait en fonction de ses besoins et capacités et aussi de sa culture civique, puisque chaque pays avait ses propres coutumes. Le document montrait qu'il y avait de nombreux modèles intéressants dont on pourrait s'inspirer.

1.54 Pour ce qui est de l'article VIII (simplification), l'intervenante a dit qu'une des conclusions importantes de l'étude était que les efforts de simplification avaient deux grands moteurs. L'un d'eux était l'élan international créé par des accords régionaux et bilatéraux. Ce facteur avait joué un rôle très important. En réponse à une enquête récente, 71 pour cent environ des pays avaient indiqué que la mondialisation était le principal facteur qui les incitait à simplifier leurs procédures douanières. L'autre facteur était la volonté d'accroître l'efficacité interne. La dernière partie de l'étude donnait quelques indications au sujet des avantages que différents pays, y compris des pays en développement, avaient retirés de la modernisation et de la rationalisation de leurs procédures,

notamment pour ce qui est de l'augmentation des recettes, de la lutte contre la corruption et de l'efficacité de l'administration douanière. Le lecteur pourrait aussi trouver dans l'étude toute une série de mesures qui pouvaient être mises en œuvre aussi bien avec des moyens traditionnels que dans un environnement informatisé. L'informatisation accroissait la productivité et l'efficacité mais n'était pas absolument indispensable. Comme l'avaient déjà dit de nombreux Membres, les pays qui n'avaient pas les capacités nécessaires pour automatiser leurs procédures douanières pouvaient commencer par des mesures plus modestes. Il n'était pas indispensable de mettre en œuvre les mêmes mesures au même moment. On pouvait faire de grands progrès au moyen de mesures même modestes telles que la rationalisation et la simplification des procédures. L'OCDE publierait l'année prochaine un troisième document sur les procédures de transit. Les membres de l'OCDE avaient récemment demandé une nouvelle étude, ou plutôt une série d'études de cas, sur les réformes douanières mises en œuvre par des pays en développement. Si l'on pouvait recueillir les renseignements nécessaires, l'objectif serait de mettre en évidence les avantages qu'apportait la facilitation des échanges et d'évaluer son coût durant les premières années suivant sa mise en œuvre. Cette étude devrait être publiée en février et serait mise à la disposition des Membres de l'OMC.

1.55 Le Président a dit que les Membres avaient épuisé le débat sur le premier alinéa de ce point de l'ordre du jour. Il a donc suggéré qu'on passe au deuxième alinéa, concernant les besoins et priorités des Membres en matière de facilitation des échanges, particulièrement dans le cas des pays en développement et des PMA. Durant les débats antérieurs, quelques Membres avaient fait connaître au Conseil quelques-uns de leurs besoins et priorités et plusieurs autres avaient annoncé qu'ils rédigerait des communications à ce sujet. Le Secrétariat avait établi un document de base qui récapitulait tous les renseignements qui lui avaient été communiqués depuis 1996 afin d'alimenter le débat et d'inciter les Membres à présenter de nouvelles communications. Les délégations s'étaient accordées sur la nécessité d'avoir des éléments fournis par les Membres à ce sujet (sous forme de documents décrivant leur situation ou d'autres documents), notamment dans le cas des Membres en développement et des PMA, afin que le débat puisse vraiment avancer. Un Membre, le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu, avait donné suite et rédigé une communication sur l'informatisation des douanes (G/C/W/440), et le Président a invité son représentant à la présenter.

1.56 Le représentant du Taipei chinois s'est félicité d'avoir l'occasion de faire connaître l'expérience acquise par son pays en ce qui concerne un des aspects les plus importants de la facilitation des échanges, à savoir la mise en place d'un système douanier efficace et fiable. La communication donnait des renseignements sur un système de dédouanement électronique qui avait considérablement facilité les échanges. Elle montrait comment l'informatisation douanière facilitait les échanges. Il était probable que les deux plus grands problèmes que rencontraient actuellement la plupart des Membres de l'OMC étaient les suivants: 1) la logistique en flux tendus exigeait de plus en plus une accélération des procédures de dédouanement et 2) il fallait garantir la sécurité. En même temps, la plupart des administrations douanières du monde avaient probablement aussi de leur côté deux grands problèmes: 1) une augmentation incessante du volume des échanges et 2) la stagnation, voire le déclin, de leurs ressources ces dernières années. Il était évident que les douanes jouaient un rôle fondamental dans la facilitation des échanges. Compte tenu de ces facteurs et préoccupations, le Taipei chinois avait décidé depuis quelques années d'accroître son effort d'automatisation, de facilitation, de transparence et de gestion des risques dans les activités douanières.

1.57 Un système informatique efficace permettait de faciliter le dédouanement, d'assurer la transparence et de mieux gérer les risques. Afin d'accélérer le dédouanement et de donner aux douanes les outils dont elles avaient besoin pour établir des profils de risque et cibler leurs activités de contrôle, ce qui permettrait d'admettre les cargaisons légitimes sans entraves douanières, les autorités avaient modernisé le système de dédouanement des cargaisons aériennes en 2000 et préoyaient de moderniser le système de dédouanement des cargaisons maritimes avant la fin de 2004. Elles avaient aussi créé un système de déclaration par Internet et mis en place un serveur pour donner aux

importateurs la possibilité de recourir à différentes voies afin de transmettre directement leurs déclarations douanières par Internet. Cela contribuerait à réduire les coûts de transmission et à faciliter le traitement des déclarations douanières. De plus, on avait créé un portail Internet qui permettait aux administrations compétentes d'obtenir rapidement des données sur les importations et les exportations, données dont elles ont besoin pour prendre leurs décisions, ce qui contribuait à accroître leur productivité globale.

1.58 S'agissant de la facilitation du dédouanement, l'intervenant a dit qu'au cours des dernières années les douanes avaient mis en œuvre de nombreuses mesures. La durée moyenne du dédouanement des cargaisons maritimes était ramenée à 1,95 heure et celle du dédouanement des cargaisons aériennes à 0,38 heure, et la proportion moyenne de cargaisons inspectées n'était plus que de 8 pour cent environ. En même temps, les effectifs des douanes avaient diminué de 4,37 pour cent en dix ans tandis que la charge de travail avait presque doublé. Le Taipei chinois avait dû prendre diverses mesures supplémentaires, et par exemple offrir un service de dédouanement 24 heures sur 24. Les mesures supplémentaires étaient les suivantes: a) dédouanement avant présentation des marchandises; b) dédouanement simplifié des envois exprès selon leur nature et leur valeur; c) dédouanement électronique; d) interfaces informatiques entre les douanes et les agences responsables des licences; e) décisions anticipées sur le classement douanier; f) consolidation du dédouanement des cargaisons en transit et des cargaisons transbordées; g) établissement de partenariats stratégiques avec les intéressés pour promouvoir la facilitation et pour faire mieux respecter les règles; h) intensification du contrôle *a posteriori* pour faciliter le dédouanement sans inspection; i) facilitation du paiement des droits; et j) renforcement de la gestion des risques, permettant de réduire la proportion de cargaisons examinées.

1.59 Abordant la question de la transparence du dédouanement, l'intervenant a dit que pour faire respecter les règles en connaissance de cause, pour réduire la charge de travail et pour faire bien connaître aux importateurs et aux exportateurs le processus de traitement des déclarations, afin d'éviter qu'ils soient victimes de courtiers sans scrupule ou d'agents des douanes corrompus, le site Web des douanes fournissait les informations essentielles suivantes: a) accès à la base de données sur le dédouanement, permettant de suivre le processus de dédouanement des marchandises; b) information sur les droits de douane et leurs taux; c) possibilité de connaître à l'avance les décisions tarifaires de façon à évaluer le coût de l'importation; d) statistiques douanières permettant de connaître l'évolution des échanges; e) consultation du texte intégral des lois et règlements douaniers; et f) guichet unique pour les problèmes liés au dédouanement. En ce qui concerne la gestion des risques, accélérer le dédouanement sans compromettre la sécurité nationale était un des grands défis des douanes du Taipei chinois. Outre les mesures déjà mentionnées, il avait mis en œuvre un mécanisme de gestion des risques afin de relever ce défi. L'intervenant a souligné que les douanes des différents pays du monde ne pouvaient plus aujourd'hui s'acquitter de leur mission de façon satisfaisante sans employer des techniques de gestion des risques, en particulier vu la fréquence des tentatives de fraude et de contrebande. Le fait de sélectionner au moyen de techniques d'évaluation des risques les cargaisons qui nécessitent une inspection physique devrait non seulement faciliter la circulation normale des marchandises et des personnes en règle, mais aussi aider les douanes à réprimer les pratiques illégales.

1.60 Pour conclure, l'intervenant a suggéré que, comme l'informatisation était la base nécessaire pour faciliter le dédouanement, assurer la transparence et bien gérer les risques, l'OMC devrait envisager d'élaborer un programme d'assistance technique en faveur des pays qui n'avaient pas encore un système de dédouanement informatique moderne et efficace. En outre, il a vivement recommandé que l'OMC encourage les douanes à employer des techniques de gestion des risques. Il a souligné qu'au cours de la dernière décennie, ces techniques avaient permis de simplifier les formalités douanières et d'automatiser entièrement les procédures douanières, et aidé à réprimer et à prévenir les pratiques illégales. En tant que Membre de l'OMC, le Taipei chinois serait très heureux de faire profiter de son expérience les autres Membres. L'intervenant espérait que cela contribuerait à la

création d'un environnement commercial international plus porteur dans le cadre du système commercial multilatéral.

1.61 Le représentant des Communautés européennes a posé deux questions à la délégation du Taipei chinois au sujet de sa communication, qui lui paraissait extrêmement intéressante. Il était dit dans cette communication que le Taipei chinois était en train de mettre en œuvre des méthodes qui n'en étaient qu'au stade de la planification dans la Communauté européenne. Les CE avaient un programme d'automatisation et de modernisation complètes des douanes, appelé Douanes électroniques 2007, qui serait très important pour unifier le marché intérieur élargi à 25 membres. Ce qui était déjà une réalité au Taipei chinois était à bien des égards encore une aspiration pour les CE. La première question portait sur le coût de l'automatisation des douanes au Taipei chinois. Dans le cadre du Groupe, les délégations avaient exprimé diverses vues au sujet du coût de la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges. Il y avait apparemment deux écoles: 1) pour les uns, une informatisation perfectionnée des douanes était d'un coût prohibitif, en particulier pour certains pays en développement et 2) pour les autres, la facilitation des échanges était plus une affaire de reconfiguration des processus de gestion que d'investissement dans du matériel. Pour de nombreux pays en développement, le coût pourrait être assez modique car ces pays pourraient directement adopter les technologies les plus modernes. L'intervenant souhaitait savoir ce que l'informatisation des douanes avait coûté au Taipei chinois. En particulier, il aimerait savoir dans quel délai il était, le cas échéant, possible de rentabiliser cet investissement, à supposer qu'il soit possible de mesurer les économies induites par l'informatisation. Enfin, il se demandait si le Taipei chinois avait pu faire une analyse de coût/utilité en ce qui concerne l'introduction de son système d'automatisation très perfectionné.

1.62 La deuxième question concernait le système des négociants agréés mentionné dans la communication. La communication était complétée par une annexe qui indiquait les règles appliquées pour accorder aux négociants agréés des privilèges. C'était une formule que les CE avaient proposée dans le cadre du Groupe. Elles suggéraient que les Membres s'engagent à introduire sur le plan national un régime de négociants agréés. L'intervenant se demandait si les PME pouvaient satisfaire les critères d'agrément ou si cela était réservé aux grandes entreprises. C'était une question que les CE avaient déjà soulevée dans le cadre du Conseil mais à laquelle elles n'avaient jamais reçu de réponse claire.

1.63 Le représentant du Taipei chinois a dit que la modernisation du système de dédouanement des cargaisons aériennes avait coûté quelque 5 millions de dollars EU et que le Taipei chinois allait dépenser 6,5 millions de dollars EU pour la modernisation de son système de dédouanement de cargaisons maritimes, qui devrait être achevée en 2004. En ce qui concerne le dédouanement par Internet, la décision relevait du Cabinet et l'intervenant ne pouvait donc pas donner de chiffres exacts dans l'immédiat. Pour ce qui est des privilèges accordés aux négociants agréés (taux d'inspection réduit), les douanes du Taipei chinois avaient fait une évaluation du respect des règles. Il était possible de tenir compte de la spécificité des petits et grands importateurs pour faire cette évaluation et donc pour décider de leur accorder ce privilège en se fondant essentiellement sur cette évaluation. Cette évaluation était un des aspects importants de la gestion des risques et elle se faisait de façon équitable pour tous les importateurs, grands et petits.

1.64 Le représentant de la Commission européenne a demandé si le Taipei chinois avait essayé de quantifier la rentabilité de cet investissement.

1.65 Le représentant du Taipei chinois a dit que le Taipei chinois ne s'attendait pas à faire payer cet investissement aux entreprises. L'intention était de leur fournir un service pour promouvoir le développement de l'économie. C'était le principal objectif et c'était la raison pour laquelle la question de la rentabilisation de l'investissement n'était pas une des préoccupations des douanes du Taipei

chinois. Toutefois, si cet investissement permettait de stimuler l'économie et d'accroître les bénéfices des entreprises, le Taipei chinois percevrait naturellement davantage d'impôts.

1.66 Le représentant du Pakistan est intervenu pour poser plusieurs questions au sujet de la communication du Taipei chinois, qu'il jugeait très intéressante car elle fournissait des renseignements très utiles sur ce que ce Membre avait déjà fait dans ce domaine et sur les mesures qu'il avait prises pour le dédouanement électronique. En ce qui concerne l'informatisation des procédures de dédouanement (dédouanement sans papier), l'intervenant souhaitait que le Taipei chinois précise trois points. Il se demandait que signifiait dédouanement sans inspection dans ce contexte et, puisqu'il s'agissait de procédures entièrement informatisées, il se demandait comment l'on procédait pour ce qui est des manifestes et si les mêmes modalités étaient appliquées aux manifestes d'importation ou d'exportation et aux avis de mise en libre pratique.

1.67 Le représentant du Taipei chinois a dit que le dédouanement sans inspection signifiait que les marchandises pouvaient être dédouanées sans examen physique de la cargaison ni contrôle des documents. Les importateurs pouvaient donc prendre possession des cargaisons sans aucun délai. Il n'y avait plus d'intervention sur les marchandises ni sur les documents. Si les justificatifs avaient été saisis avant l'arrivée des marchandises, le dédouanement pouvait se faire au préalable. Si une cargaison n'avait pas été sélectionnée pour inspection physique, elle pouvait être immédiatement mise en libre pratique sans inspection ni analyse de la documentation. Ce processus accéléré concernait quelque 80 pour cent des cargaisons aériennes et 60 pour cent des cargaisons maritimes. En ce qui concerne les manifestes et les avis de mise en pratique, l'intervenant a dit que désormais le manifeste d'importation ou d'exportation était un document virtuel. Les compagnies aériennes et maritimes devaient communiquer les données avant l'arrivée de l'appareil ou du navire. Les données étaient ensuite transmises par échange électronique. Les douanes pouvaient sélectionner les cargaisons à inspecter sur la base des données électroniques. Il n'était plus nécessaire d'établir des manifestes par écrit. Les douanes pouvaient étudier le manifeste et décider d'inspecter la cargaison et les documents sur la base des données informatiques affichées par l'ordinateur. Ensuite, l'achèvement du processus était notifié par voie électronique. Les douanes envoyaient aux gérants des entrepôts un avis électronique leur permettant de mettre les cargaisons en libre pratique. Il n'était donc plus nécessaire d'envoyer un avis écrit à l'entrepôt. Il suffisait d'appuyer sur un bouton de l'ordinateur et de transmettre aux responsables des entrepôts une autorisation de remettre les marchandises. L'avis était donc lui aussi un document virtuel.

1.68 La représentante des États-Unis a remercié le Taipei chinois d'avoir présenté cette communication détaillée décrivant les techniques novatrices qu'il employait. Cette communication avait été très utile pour les débats du Conseil.

1.69 Le représentant du Pakistan a posé une question concernant l'établissement de partenariats stratégiques et les différents intéressés. Le Taipei chinois avait dit que les douanes établissaient des partenariats stratégiques avec des entreprises réputées et que ces entreprises collaboraient avec elles pour lutter contre la contrebande, en échange de quoi elles bénéficiaient de certains avantages tels qu'un taux réduit d'inspection des cargaisons et le fait de ne pas être obligées de faire escorter les marchandises. L'intervenant se demandait si ce partenariat stratégique s'appuyait sur un profil des entreprises établi par l'administration douanière et, dans l'affirmative, comment étaient traitées les entreprises qui n'en bénéficiaient pas.

1.70 Le représentant du Taipei chinois a dit, comme il l'avait déjà indiqué, au XXI^e siècle la plupart des administrations douanières du monde devaient relever de grands défis. Le problème était l'insuffisance des ressources. Les ressources affectées aux douanes stagnaient ou diminuaient même dans certains cas. La plupart des administrations douanières du monde avaient les mêmes problèmes. En raison des limites de leurs ressources, les États étaient obligés d'inviter les entreprises à les aider. Le partenariat entre les douanes et les entreprises devenait de plus en plus étroit, notamment dans le

cas des services de courrier exprès qui avaient besoin d'un dédouanement accéléré. En raison des contraintes de ressources des douanes, il devenait nécessaire de coopérer avec les entreprises. Si les entreprises tiraient des avantages de la facilitation, elles devaient aussi en assumer une partie de la responsabilité. Le partenariat ne visait pas à accorder des privilèges aux entreprises. Le principal but était d'associer les entreprises à l'application des règles et à la facilitation des échanges. Pour les encourager à respecter les lois et règlements douaniers, le Taipei chinois accordait aux entreprises particulièrement respectueuses des règles certains avantages. Les autres entreprises étaient encouragées à améliorer leurs pratiques. Ces entreprises étaient suivies par les douanes et, grâce à l'évaluation de leur respect des règles, elles pouvaient elles aussi jouir de ces avantages si elles amélioraient leurs pratiques.

1.71 Le représentant de l'Australie s'est associé à la représentante des États-Unis pour féliciter le Taipei chinois de sa communication, qui donnait un très bon exemple du genre de pratique novatrice que tous les Membres aspiraient à mettre en place. Cette communication donnait de nombreux exemples concrets des principes que les Membres avaient examinés. Le programme envisagé pour l'année suivante fournissait aussi des exemples concrets de la façon dont on pouvait progresser. À propos de la question posée par le représentant des Communautés européennes, au sujet des coûts cachés dont il faudrait tenir compte, l'intervenant a souligné qu'il ne s'agissait pas que du coût de la reconfiguration des processus ou de la modernisation des systèmes pour les douanes, mais aussi du coût des anciens systèmes et du coût de l'adaptation au nouveau système pour les entreprises. En Australie, il y avait un système de déclaration en ligne depuis le début des années 70 et les douanes étaient en train de le remanier en profondeur et de le moderniser. Cette modernisation avait un certain coût, estimé à quelque 40 à 45 millions de dollars australiens uniquement pour les douanes. Cela n'était pas un obstacle insurmontable, et Internet entraînerait une réduction des frais de transmission. Il y aurait aussi des économies dues à l'amélioration de l'efficacité du traitement de l'information par les douanes. L'Australie était dans une situation un peu paradoxale, car les anciens systèmes fonctionnaient très bien, ce qui suscitait une certaine résistance chez les entreprises qui ne voulaient pas s'adapter à un nouveau système alors que l'ancien répondait parfaitement à leurs besoins. Mais le gouvernement planifiait à un horizon de dix ans et il avait donc décidé de faire cette modernisation. À propos de la question posée au sujet des partenariats stratégiques avec les entreprises, l'intervenant a dit que l'Australie envisageait un régime similaire, appelé Programme de clients accrédités. L'une des questions qui se posaient était celle du coût du respect des critères imposés par ce programme. Les douanes australiennes avaient un processus d'audit assez perfectionné et, pour le moment, seules les grandes entreprises y participaient en raison de son coût relativement élevé. L'Australie étudiait les moyens de réduire ce coût de façon à pouvoir appliquer le processus aux PME. Le système de partenariats stratégiques appliqué par la Suède était un excellent exemple. Les douanes suédoises avaient mis en place ce qu'elles appelaient le programme de l'escalier. Cet escalier comptait actuellement cinq marches et s'appliquait aux entreprises de toute taille. Si l'on voulait un exemple de pratique efficace, c'était certainement un des endroits où il fallait chercher. La délégation australienne pourrait fournir quelques précisions sur le programme de modernisation de l'Australie et les Membres pouvaient consulter le site de douanes australiennes (www.customs.gov.au).

1.72 Le représentant de la Commission européenne a posé quelques questions supplémentaires au Taipei chinois. Il a dit que, sur le plan douanier, les Communautés étaient très intéressées par la communication du Taipei chinois, qui abordait plusieurs des points mentionnés dans le document de synthèse. Il était très intéressant d'examiner différentes initiatives employant l'informatique et des techniques connexes. La communication confirmait que l'informatisation pouvait apporter des avantages concernant tous les points relevant des articles V, VIII et X et continuait d'améliorer la facilitation. Les CE, comme tous les autres Membres, étaient de plus en plus conscientes de ces avantages.

1.73 Évoquant différents points mentionnés par le Taipei chinois, l'intervenant a souligné que les douanes pouvaient offrir des avantages concrets et le faisaient de plus en plus. Il a souligné l'utilité de

l'échange d'information et d'un dialogue entre pays à ce sujet. Les pays pouvaient s'inspirer de l'expérience des autres pays et n'auraient donc pas besoin de réinventer la roue. Comme l'avait fait observer l'Australie, quelques Membres qui avaient des systèmes plus anciens avaient constaté que l'emploi de technologies nouvelles, comme Internet et les langages dits spécialisés, permettait d'introduire des outils similaires pour un coût nettement moins élevé, ce qui était un avantage pour les pays venus plus tard à l'informatisation. Ces pays n'avaient pas besoin de commencer à partir de rien et n'avaient pas à régler le problème de l'adaptation des systèmes antérieurs ni à passer par toutes les étapes que quelques autres pays avaient dû franchir, et ils pouvaient directement appliquer les techniques les plus modernes. Dans un sens, ils avaient donc eu raison d'attendre. L'intervenant se demandait où cela les mènerait en ce qui concerne la facilitation des échanges.

1.74 Les CE s'étaient rendu compte que, pour tirer le meilleur parti des possibilités offertes par l'informatique, elles devraient réexaminer leur réglementation. Elles étudiaient donc la possibilité de modifier leur loi douanière. À cet égard, il serait très utile que des organisations comme l'OMC assurent une certaine coordination et donnent des orientations pour que les Membres adoptent une approche commune. Comme l'avait déjà dit le représentant de l'Australie, la Suède avait un excellent système, qu'on pourrait comparer avec ce que faisait le Taipei chinois en proposant des privilèges croissants aux négociants qui respectaient des critères rigoureux. Les CE tenaient à souligner qu'il fallait offrir un niveau minimum de simplification à toutes les entreprises. Cela devait être le vrai objectif de tous les Membres: offrir des procédures de base très simplifiées à tous les négociants accrédités. Toutefois, on pouvait toujours aller plus loin et, à condition que l'entreprise soit un bon élève ou un bon candidat, lui offrir des privilèges supplémentaires. La délégation des CE aurait quelques questions à poser à celle du Taipei chinois au sujet de la façon dont les douanes évaluaient les entreprises à cet effet. Les CE étaient en train de mettre au point un système d'accréditation. Il n'était peut-être pas opportun de soulever toutes ces questions aujourd'hui, mais l'intervenant a suggéré qu'on les aborde de façon informelle plus tard. Les CE aimeraient certainement avoir un dialogue avec le Taipei chinois sur la façon de concevoir ce partenariat et le degré de rigueur qui était appliqué. Pour conclure, il a souligné que les CE pensaient qu'il serait très utile d'avoir une certaine uniformité des règles appliquées par des administrations pour accorder aux négociants le maximum de privilèges. Elles étaient prêtes à poursuivre l'examen de questions telles que la simplification des procédures, les partenariats stratégiques ou les programmes visant à faire mieux respecter les règles.

1.75 Le représentant de Cuba a remercié la délégation du Taipei chinois d'avoir fait part de son expérience aux Membres. Les excellents résultats obtenus par le Taipei chinois avaient nécessité un investissement important et ce succès n'avait pas été dû uniquement à cet investissement, mais aussi au temps dont le Taipei chinois avait disposé. Cela confirmait ce qui avait été dit au sujet du fait que les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités concernant la facilitation des échanges devaient intégrer une aide pour la création d'infrastructures, les opérations de chargement et de déchargement et l'automatisation. C'était une chose que Cuba avait dit dès le début lorsque les Membres s'étaient mis à parler de renforcement des capacités.

1.76 Le Président a dit que, comme aucun autre Membre n'avait demandé la parole, il passerait au dernier alinéa du premier point de l'ordre du jour, concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités. À cet égard, lors des précédentes réunions, les Membres s'étaient accordés sur l'importance de ces activités et bon nombre d'entre eux avaient indiqué les nombreuses difficultés qu'ils rencontraient dans leurs efforts de facilitation des échanges. Par ailleurs, un certain nombre de fournisseurs d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités avaient donné des renseignements à jour sur leurs activités; il s'agissait aussi bien d'autres Membres que d'organisations intergouvernementales comme la CNUCED, l'OMD, l'OCDE et l'OMC. L'un de ces Membres, les Communautés européennes, avait annoncé qu'il rédigeait une nouvelle communication sur cette question et cette communication avait été distribuée pour la présente réunion, sous la cote G/C/W/442. Elle donnait un aperçu des activités d'assistance technique liées au commerce de la CE et de ses membres.

1.77 Le représentant des Communautés européennes a rappelé que les CE avaient déjà, à plusieurs reprises, fait des propositions sur les modalités de coopération en matière d'assistance technique future dans le cadre de l'OMC. La présente communication n'était pas une nouvelle proposition mais une note pour l'information des Membres. Les CE voulaient informer les Membres de ce qu'elles faisaient ou envisageaient de faire au cours des quatre à cinq prochaines années dans le domaine de l'assistance technique pour la facilitation des échanges. Évoquant les observations de certaines délégations qui avaient dit qu'elles mettaient en œuvre des mesures de facilitation des échanges de façon autonome, alors même qu'il n'existait aucune règle de l'OMC en la matière, l'intervenant a dit que les CE elles aussi fournissaient une assistance technique assez importante de façon autonome et volontaire, sans qu'il y ait de règles de l'OMC à cet égard. Il a souligné que la communication donnait des renseignements sur les programmes d'assistance technique des CE pour les cinq prochaines années, en ce qui concerne aussi bien les programmes de courte durée que l'aide au développement à plus long terme. La plupart des renseignements concernant les programmes énumérés dans cette liste avaient trait à des activités financées par les CE, mais il y avait aussi quelques renseignements sur certains programmes financés individuellement par des États membres. La délégation des CE actualiserait cette note lorsqu'elle obtiendrait d'autres renseignements des membres des CE au sujet de leurs programmes. Le document dans sa forme actuelle montrait que la portée géographique de l'aide fournie par les CE était assez large. Les CE avaient apporté une assistance technique dans ce domaine à des pays de toutes les régions du monde et de niveaux de développement très divers. L'intervenant a signalé que le tableau synoptique n'intégrait pas l'aide fournie aux candidats à l'Union européenne. Cette aide, qui représentait un investissement considérable, se faisait dans le cadre de programmes distincts. L'assistance technique fournie par les CE dans ce domaine ne concernait pas que la réforme douanière ou la facilitation des échanges au sens étroit. Dans plusieurs cas, les CE fournissaient des systèmes liés au commerce qui recouvraient plusieurs domaines, dont celui de la facilitation des échanges, mais la répartition de l'aide entre la réforme des douanes ou la modernisation de l'infrastructure SPS ou OTC relevait en grande partie du pays bénéficiaire. Par conséquent, tous les programmes et financements indiqués n'étaient pas nécessairement affectés en totalité à la réforme douanière. Cela dépendait du choix des destinataires de l'aide.

1.78 Outre les programmes nationaux, il y avait un grand nombre d'activités visant à promouvoir l'intégration régionale. Comme on l'avait indiqué durant la séance du matin, les avantages résultant des mesures de facilitation étaient multipliés lorsque ces mesures pouvaient être appliquées à l'échelle multilatérale ou régionale et pas seulement à l'échelle nationale. Il tombait sous le sens que des activités comme la modernisation des régimes de transit ou des installations douanières à la frontière étaient beaucoup plus productives lorsqu'elles se faisaient à l'échelle régionale ou sous-régionale. En conséquence, de nombreux programmes des CE étaient élaborés et exécutés parallèlement à la négociation d'accords de libre-échange avec d'autres entités comme le MERCOSUR ou les pays ACP. On s'efforçait donc d'harmoniser les négociations régionales et les travaux menés dans le cadre de l'OMC, en fournissant une assistance technique pour faciliter ces deux processus. Outre les activités financées par les CE et recensées dans la communication, les CE avaient fourni quelques renseignements sur les crédits assortis de conditions de faveur accordés par la Banque européenne d'investissement pour la construction d'infrastructures ainsi que sur les programmes menés par deux ou trois de leurs États membres. Enfin, la communication contenait aussi une brève note d'information décrivant en termes très simples, voire simplistes, les principales caractéristiques d'un programme d'assistance technique type pour la facilitation des échanges. Cette note était employée par les CE à des fins internes et distribuée à toutes leurs délégations dans les pays tiers pour les aider à comprendre ce qu'était la facilitation du commerce et donc à mieux préparer l'examen des projets avec les gouvernements des pays bénéficiaires. C'était la raison pour laquelle les CE l'avaient annexée à leur communication.

1.79 Certaines délégations avaient dit que cette question concernait uniquement l'assistance technique et n'avait pas grand-chose à voir avec les règles, mais pour les CE les règles étaient tout aussi importantes. Il fallait bien sûr éviter que les Membres se retrouvent dans une situation dans

laquelle ils négocieraient des engagements qu'ils n'auraient pas les moyens de respecter. Cela serait l'échec garanti et c'était quelque chose que tous les Membres voulaient éviter. Néanmoins, l'intervenant était convaincu que la formulation dans le cadre de l'OMC de certains engagements à ce sujet pourrait être un moyen important de promouvoir l'assistance technique, dans la mesure où ces engagements définiraient des normes et paramètres communs qui permettraient d'orienter les futurs programmes d'assistance technique. Deuxièmement, de tels engagements accroissaient les chances de succès de l'assistance technique liée au commerce car en les assumant les Membres faisaient preuve de volonté politique et montraient qu'ils prenaient l'assistance technique au sérieux, ce qui était deux conditions préalables du succès de tout programme d'aide. En outre, si les Membres pouvaient élaborer des dispositions de l'OMC dans ce domaine, cela entraînerait un accroissement quantitatif et une amélioration qualitative de l'assistance. Cela susciterait l'intérêt du secteur privé, qui investissait déjà beaucoup dans l'assistance technique et les infrastructures dans le monde entier, et l'inciterait à investir encore plus, puisque les engagements pris dans le cadre de l'OMC garantissaient le minimum de prévisibilité indispensable. Il y avait un lien très direct entre d'éventuels engagements dans le cadre de l'OMC, la qualité et la quantité des systèmes futurs et les investissements et aides complémentaires du secteur privé. L'intervenant a souligné que par la Déclaration de Doha les Membres s'étaient engagés à fournir une assistance technique tant dans le cadre de ce processus qu'à plus long terme et il espérait que la communication présentée montrerait que les CE avaient pris cet important engagement très au sérieux.

1.80 Le Président a dit que, si les délégations ne souhaitaient pas faire d'autres interventions à ce sujet, il voulait aborder une dernière question, qui avait déjà été traitée lors de la précédente réunion, avant de clore les débats sur ce point de l'ordre du jour. Il a rappelé qu'à la session d'octobre, l'OMD avait présenté un catalogue des outils qu'elle pouvait proposer pour le renforcement des capacités. Ce document avait été très bien reçu par les Membres et c'était la raison pour laquelle il souhaitait leur demander l'autorisation d'en faire un document officiel du CCM, comme cela avait été fait pour les précédentes communications de l'OMD.

1.81 Le Conseil en est ainsi convenu.

1.82 Le Président a dit que les Membres paraissaient être arrivés au terme de leur débat sur le premier point de l'ordre du jour. Il n'avait pas l'intention de les récapituler mais il avait relevé qu'en ce qui concerne les articles V, VIII et X du GATT, les délégations étaient revenues sur les discussions des trois sessions précédentes, pour les résumer et mettre en évidence les points de convergence. Plusieurs Membres avaient parlé des conclusions et des leçons tirées de l'échange de vues et souligné les éléments qui leur paraissaient particulièrement importants pour les travaux actuels et futurs des Membres concernant la facilitation des échanges. Comme par le passé, les Membres s'étaient accordés sur l'importance de cette question et de nombreuses délégations avaient souligné les divers avantages que ce processus pouvait apporter. Certaines délégations avaient rendu compte des efforts faits par leur pays dans ce domaine. Les délégations avaient aussi évoqué les débats antérieurs en tant que point de départ pour les travaux futurs, certaines d'entre elles indiquant comment elles aimeraient procéder en 2003.

1.83 Plusieurs Membres avaient appuyé les mesures suggérées dans les propositions tandis que d'autres avaient formulé des préoccupations et des réserves, concernant à la fois la nécessité de clarifier et d'améliorer les trois articles et la possibilité pour les pays en développement de les appliquer, compte tenu de leurs différences de niveau de développement. À cet égard, on avait souligné une fois de plus l'importance de l'assistance technique. Les délégations avaient souvent évoqué l'opportunité de formuler des règles contraignantes dans ce domaine. Les partisans avaient souligné la nécessité de ces règles et les avantages qu'elles apporteraient et s'étaient dits disposés à accorder un traitement spécial et différencié et une certaine latitude. D'autres Membres n'étaient pas convaincus de la nécessité de règles contraignantes et préconisaient une approche non contraignante

(par exemple sous forme de principes directeurs). Certains Membres avaient même des réserves au sujet de la nécessité de clarifier certaines des règles actuelles.

1.84 Passant au deuxième alinéa du point de l'ordre du jour, c'est-à-dire le recensement des besoins et priorités et la facilitation des échanges, le Président a dit qu'il y avait eu un échange de vues intéressant au sujet de ce qu'avaient fait différents pays, et que les Membres avaient jugé cet échange utile, raison pour laquelle il se poursuivrait probablement dans la prochaine étape du programme de travail. Au sujet du troisième alinéa, concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités, les donateurs et en particulier les CE avaient donné aux Membres des informations récentes sur leurs diverses activités.

1.85 Le représentant du Canada a remercié le Président de son résumé qui avait décrit de façon très satisfaisante et objective une partie des débats. La question du caractère contraignant des règles introduisait une nouvelle dimension. Comme l'avait dit une autre délégation, cette question était en fait celle de la traduction des principes en dispositions juridiques. C'était une question qu'il faudrait aborder dans le cadre de la formulation définitive des disciplines visant la facilitation des échanges, mais son heure n'était pas encore venue. On pouvait donc la laisser momentanément de côté sans que cela préjuge des résultats des travaux futurs, et continuer d'élaborer les principes. C'était un aspect important qu'il ne fallait pas perdre de vue dans la poursuite des travaux.

1.86 La représentante des États-Unis a souscrit au point de vue du Canada. Elle a dit que la question du caractère contraignant ou non des règles paraissait avoir plus de place dans les comptes rendus des débats que dans les débats eux-mêmes. Il paraissait donc quelque peu prématuré de se lancer dans une discussion alors que les Membres n'avaient pas encore fini d'explorer et de définir les principes. Ils travaillaient tous de façon constructive à l'élaboration de ces principes et il était superflu de les diviser en faisant de la question du caractère contraignant une question majeure. Cette question devrait certainement être abordée à un moment ou à un autre mais pour l'heure il importait que les Membres définissent quelles étaient les questions importantes pour le système commercial.

1.87 Le Président a dit que son résumé n'avait eu pour objectif que de récapituler les débats. Cette question avait été soulevée lors des trois précédentes réunions des Membres. Le débat y relatif devrait se poursuivre l'année prochaine. C'était aux Membres qu'il incomberait de déterminer l'approche à adopter. Il faudrait bien trouver un consensus et la question continuerait de réapparaître dans les discussions du Conseil.

1.88 Le représentant de l'Australie s'est associé aux déclarations faites par le Canada et les États-Unis et a pris note des réactions du Président à leurs observations.

1.89 La représentante des Philippines s'est félicitée des éclaircissements qui avaient été apportés en ce qui concerne le caractère contraignant ou non contraignant des règles. Sa délégation n'abordait pas la question sous cet angle car elle voulait savoir où on en était et, comme l'avaient dit certaines délégations, les Membres ne devraient pas placer un grand écran devant le débat à cause de cette question très délicate.

1.90 Le Président a dit que, dans l'état actuel des travaux, il était trop tôt pour prévoir l'issue du débat. Il faudrait poursuivre le débat durant l'année à venir et la situation pourrait se décanter. On verrait quel était le genre de consensus que les Membres pourraient envisager et comment ils aborderaient cette question à Cancún.

1.91 Le Conseil a pris note des déclarations.

II. FACILITATION DES ÉCHANGES: ORGANISATION DES TRAVAUX FUTURS

2.1 Le Président a rappelé que, lorsqu'ils avaient adopté le programme de travail sur la facilitation des échanges, les Membres étaient convenus que la dernière réunion devrait être l'occasion d'un débat d'ensemble sur les points 1 à 3 et sur l'organisation des travaux futurs. Conformément à ce programme, les Membres allaient maintenant aborder cette question, qui devait déboucher sur un accord sur la manière de structurer le travail en 2003, pour ce qui est du nombre, de la durée et de l'ordre du jour des réunions. Compte tenu de la tenue prochaine de la cinquième session de la Conférence ministérielle, qui définirait le cadre du travail de facilitation des échanges après Cancún, il fallait entendre par "travaux futurs" ceux qui allaient se dérouler jusqu'à cette conférence. Les Membres devaient donc s'accorder sur un programme de travail pour la période allant de janvier à septembre 2003. Lorsque les Membres s'étaient réunis pour approuver le programme de travail pour 2002, la situation avait été plus difficile puisque à l'époque on n'avait aucun point de référence. Aujourd'hui, grâce à l'expérience acquise avec le programme de travail 2002, il serait peut-être un peu plus facile de trouver un consensus, car les activités de 2002 pourraient fournir un point de comparaison utile et aider les Membres à définir leurs souhaits pour l'organisation des travaux en 2003. Le Président espérait que les délégations parviendraient à s'accorder sur cette question avant la fin de la réunion en cours.

2.2 Le Président a dit que les consultations qu'il avait eues avec un assez grand nombre de délégations à ce sujet lui avaient donné l'impression que la plupart des Membres étaient d'accord pour qu'on ait au moins deux réunions en 2003 et pour examiner après la deuxième de ces réunions la nécessité éventuelle d'une troisième. Il y avait aussi un début de consensus au sujet du fait que la durée des réunions devrait être la même qu'en 2002, c'est-à-dire deux jours, dont une journée et demie consacrée à la facilitation des échanges et la dernière demi-journée aux travaux courants du CCM. Comme il fallait s'y prendre longtemps à l'avance pour réserver des salles de réunion, le Secrétariat avait provisoirement réservé certaines journées. La première des dates provisoires était celle du 12 mars 2003, la salle ayant été réservée depuis le début de l'après-midi jusqu'à la fin de la journée du 13 mars. L'autre partie de la réunion, c'est-à-dire celle consacrée aux travaux courants, devrait donc se tenir dans l'après-midi du 14. Il avait été impossible de trouver une salle de réunion disponible pour la matinée du 14. Toutefois, le Président pensait que cela ne devrait pas poser de problème pour les délégations puisque les fonctionnaires qui assistaient à la réunion pour examiner la question de la facilitation des échanges n'étaient en principe pas les mêmes que ceux qui représentaient les délégations pour l'examen des points ordinaires de l'ordre du jour du CCM. Pour ce qui est de la deuxième réunion, le Président avait eu l'impression, dans ses consultations, que les Membres souhaitaient qu'elle se tienne en mai, mais il n'avait pas été possible de trouver une date car le programme des réunions pour mai était très chargé. Le Secrétariat avait pu réserver une salle pour les 2 et 3 juin, la première journée et la matinée de la deuxième journée pouvant être consacrées à la facilitation des échanges tandis que l'après-midi du 3 juin serait réservé aux affaires courantes du CCM. Pour terminer, si les Membres décidaient que les délégations devraient se réunir une troisième fois, on avait deux possibilités en juillet : soit les 3 et 4 juillet soit les 29 et 30 juillet.

2.3 Pour ce qui est de l'ordre du jour, le Président avait eu l'impression que la plupart des délégations souhaitaient reprendre celui du programme de travail de 2002, c'est-à-dire traiter des articles V, VIII et X du GATT dans un premier point de l'ordre du jour, consacrer un deuxième point au recensement des besoins et priorités en matière de facilitation des échanges et un troisième à l'assistance technique et au renforcement des capacités. C'était une amorce de consensus que le Président avait décelée dans ses consultations. Il espérait que sa proposition serait acceptable pour tous les Membres, en ce qui concerne tant le nombre et la durée des réunions que l'ordre du jour.

2.4 La représentante des États-Unis a dit que sa délégation pouvait souscrire au programme de réunions. S'agissant des dates de l'éventuelle troisième réunion, ce ne serait pas la première fois que sa délégation travaillerait un 4 juillet, mais elle craignait que cette date ne soit trop rapprochée de

celle de la précédente réunion, puisque les délégations n'auraient qu'un mois pour se préparer. D'autre part, la fin de juillet risquerait d'être une période de grand branle-bas de combat à l'OMC. L'intervenante souhaitait connaître l'avis des autres délégations, et a dit que les États-Unis n'auraient pas d'*a priori*. Pour ce qui est de l'ordre du jour, les Membres avaient envisagé d'examiner les besoins et priorités dans la mesure où ils avaient un lien direct avec tel ou tel article et, par exemple, lorsqu'on examinerait des propositions concernant l'article X, l'ordre du jour permettrait aux délégations d'aborder directement la question des besoins que pourrait créer l'application des principes proposés. Les États-Unis pensaient que ce serait une façon très constructive de procéder, en prévoyant expressément dans l'ordre du jour cette possibilité à l'occasion de l'examen de tel ou tel article. En outre, cela serait conforme au mandat du Conseil, selon lequel le Conseil devait avancer de front dans les différents domaines de son travail.

2.5 Le représentant du Canada a dit que sa délégation pouvait souscrire à la proposition faite pour l'organisation des travaux. Cette proposition lui semblait aller dans la bonne direction. Il pouvait accepter qu'on se contente de deux réunions mais tenait à souligner qu'il ne faudrait pas exclure la nécessité d'une troisième réunion. Pour ce qui est des dates, une première réunion en mars suivie d'une seconde au début de juin permettraient aux Membres de conserver l'élan acquis tout en ayant assez de temps entre les réunions pour que les administrations nationales puissent faire le travail nécessaire et pour bien comprendre les différentes propositions. La délégation canadienne avait des réserves au sujet de la date proposée en juillet. À son avis, l'organisation de réunions en juillet poserait d'énormes problèmes logistiques compte tenu de ce qui était prévu pour le mois de septembre. Sa seule crainte était qu'à la fin de juillet un grand nombre de délégations soient soumises à de très fortes pressions dans d'autres domaines de travail. Si néanmoins les Membres pensaient qu'il serait judicieux de réserver des dates en juillet, elle aurait une légère préférence pour le début du mois. Pour terminer, elle souscrivait à ce qui avait été dit par les États-Unis au sujet du recensement des besoins et priorités. Les besoins et priorités devraient être examinés en rapport avec les articles pertinents, de façon qu'on puisse se faire une idée plus générale de la situation. Jusqu'à présent, les Membres s'étaient ménagé une certaine marge de manœuvre à cet égard. Ils pourraient continuer de procéder ainsi.

2.6 Le représentant du Pakistan a commencé par remercier au nom de sa délégation les Communautés européennes des renseignements qu'elles avaient communiqués au sujet de leurs programmes d'assistance technique liés au commerce. Le Pakistan avait jugé leur communication très instructive et, même s'il ne s'agissait pas d'une proposition mais plutôt d'un document d'information, sa délégation y avait trouvé de bonnes idées. Pour ce qui est de l'organisation des travaux futurs, elle appuyait la proposition d'avoir en tout cas deux réunions et si nécessaire une troisième. En ce qui concerne la troisième réunion, elle préférerait qu'elle se tienne à la fin de juillet, car si l'on choisissait une date au début du mois il y aurait trop peu de temps entre les deuxième et troisième réunions. L'intervenant espérait qu'à la fin de juillet les choses seraient beaucoup plus claires dans l'esprit des Membres et qu'ils auraient plus de temps pour préparer la Conférence de Cancún. Il a souligné la nécessité de ne pas perdre de vue le Programme de Doha, qui prescrivait un examen des trois articles. Il n'avait pas l'intention d'entrer dans un débat sur l'interprétation du mandat et sa délégation ne ressentait pas la nécessité de le redéfinir de quelque manière que ce soit. Pour ce qui est de la structure des échanges de vues, le Pakistan pensait que la formule employée durant cette première année avait donné satisfaction. Après de nombreux échanges de vues, les Membres avaient approuvé cette structure et il serait plus fécond et constructif de s'y tenir pour les travaux de 2003.

2.7 L'intervenant avait été un peu perturbé par l'intervention des États-Unis concernant l'idée de ne lier les besoins et priorités en matière de facilitation des échanges qu'aux trois articles. Selon le Pakistan, qui l'avait déjà dit, et cette position était celle de nombreux pays en développement, les besoins des pays en développement et des PMA en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce et au développement allaient au-delà des trois articles. L'intervention du représentant du Canada l'avait un peu rassuré car celui-ci avait dit que ce travail ne concernerait

pas que les trois articles. Bien entendu, la flexibilité avait été le mot clé dans les débats des Membres. L'intervenant a souligné que le Pakistan, de même que l'ensemble des pays en développement et des PMA, avait une certaine latitude pour indiquer leurs besoins de développement, non seulement ceux qui concernaient les trois articles en question mais de façon plus générale. Telle était la façon dont sa délégation avait compris la situation et l'esprit dans lequel elle avait participé aux débats passés. Le Pakistan souhaitait qu'on continue de procéder de la même manière. Sa délégation n'avait rien à redire à la structure qu'on avait employée jusqu'à présent. Toutefois, cette structure, dans la mesure où l'on avait consacré une réunion à chacun des trois articles, ne pourrait peut-être pas être retenue l'année prochaine puisqu'il n'y aurait peut-être que deux réunions. L'intervenant avait cru comprendre qu'il faudrait que les trois articles soient à l'ordre du jour de chacune des réunions, de même que les points 2 et 3, concernant pour l'essentiel l'assistance technique, le renforcement des capacités et les besoins et priorités des Membres. Il a demandé si les Membres adopteraient une structure qui leur laisserait la possibilité de faire des propositions ou des observations visant l'un quelconque des trois articles examinés, ou si les travaux seraient structurés article par article.

2.8 Le représentant du Japon a dit que sa délégation pouvait souscrire à la proposition. Il pensait qu'il faudrait tenir au moins deux réunions. Il aurait préféré qu'il y en ait trois, mais il pouvait souscrire à un consensus pour qu'une décision à cet effet soit prise lors de la deuxième réunion. Pour ce qui est de la réunion de juillet, il n'avait pas de préférence entre les deux dates proposées, c'est-à-dire les 3 et 4 ou les 29 et 30 juillet. Pour ce qui est de l'ordre du jour, les interventions du Pakistan et des États-Unis avaient été très intéressantes. Les Membres disposaient maintenant d'une synthèse faite par le Secrétariat qui indiquait les questions spécifiques se rapportant aux trois articles. Ce document les aiderait à définir des besoins et priorités qui pourraient avoir un caractère à la fois positif et négatif. Le mot négatif avait une connotation négative, mais il importait aussi de recenser les préoccupations et les difficultés. Le document de synthèse aiderait les Membres à avoir un débat plus précis et plus ciblé sur les besoins et priorités liés aux articles V, VIII et X du GATT. Toutefois, il ne s'agissait pas de limiter l'éventail des besoins et priorités au cadre défini par les trois articles. Les Membres étaient libres de faire connaître leur point de vue et leurs besoins et priorités en dehors de ce cadre. Pour ce qui est des trois articles en question, l'intervenant a suggéré qu'on cherche à mieux cibler les débats futurs.

2.9 Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE elles aussi pouvaient souscrire au programme de travail proposé pour l'année à venir et à la possibilité d'avoir au moins deux réunions et éventuellement une troisième si les Membres le jugeaient nécessaire avant la Conférence de Cancún. Le Conseil était parvenu à un niveau de consensus raisonnable au sujet des éléments de l'ensemble du débat et de ce qui était négociable et de ce qui ne l'était pas. Deux réunions supplémentaires et, éventuellement, une troisième, devraient être suffisantes pour parfaire la compréhension de ce dont les Membres discutaient. Pour ce qui est de la réunion de juillet, l'intervenant craignait qu'une date fixée à la fin du mois ne pose des problèmes en raison de la proximité de la Conférence de Cancún. Les CE avaient donc une légère préférence pour le début du mois, mais s'il y avait consensus pour la fin du mois, elles pourraient s'en accommoder. Elles pensaient, comme le Pakistan, qu'il faudrait qu'à chacune des prochaines réunions les Membres aient la possibilité de soulever des points concernant chacun des trois articles. Aucune réunion ne devrait être exclusivement consacrée à l'examen d'un des trois articles.

2.10 La représentante des États-Unis a répondu à la question posée par la délégation du Pakistan. Elle n'avait pas eu l'intention de suggérer que les besoins et priorités des Membres en matière de facilitation des échanges devaient se limiter au champ défini par les trois articles. Tout ce qu'elle avait voulu, c'était encadrer un peu le débat de façon que les Membres puissent se concentrer sur leurs besoins et priorités en ce qui concerne les modifications qu'on pourrait envisager pour enrichir le débat sur ces questions.

2.11 Le Président a dit que ces éclaircissements avaient été très utiles et que les Membres semblaient dans l'ensemble d'accord sur les modalités d'organisation des travaux futurs. Il n'avait pas décelé d'opposition à l'approche qu'il avait suggérée. Les Membres s'étaient accordés sur le fait qu'il y aurait deux réunions et qu'à la deuxième ils décideraient, en fonction des besoins, d'en organiser éventuellement une troisième. Il a aussi relevé qu'aucun Membre n'avait formulé d'objection concernant la durée des réunions. On reprendrait donc la formule employée en 2002. Les dates des deux premières réunions n'avaient pas suscité de difficultés, mais il y avait eu de légères divergences de vues au sujet de la troisième, certains préférant le début du mois de juillet et d'autres la fin. Globalement, le Président avait eu l'impression que la préférence allait à la fin du mois. Il avait dûment pris note des observations faites par les CE au sujet de la multitude de questions qu'il faudrait aborder à l'approche de la Conférence de Cancún. Toutefois, il avait aussi eu l'impression que les CE étaient très souples à cet égard. Il suggérait donc que, avec l'assentiment des CE, si l'on décidait de tenir une troisième réunion, on retiendrait la date des 29 et 30 juillet. Il avait été très difficile de fixer des dates pour les réunions futures car le calendrier global des réunions de l'OMC était extrêmement chargé, ce qui était la raison pour laquelle il avait fallu réserver les salles longtemps à l'avance et faire preuve de souplesse. Le Service des conférences lui avait dit qu'il faudrait confirmer les dates réservées avant la fin de la journée.

2.12 Pour ce qui est de l'ordre du jour, le Président avait eu l'impression que les Membres étaient d'accord pour conserver la structure actuelle tout en cherchant à mieux cibler le débat. Les Membres examineraient les trois articles à chaque réunion, car il n'était pas certain qu'on aurait une troisième réunion, si bien qu'il serait impossible de consacrer une réunion à chaque article comme on l'avait fait jusqu'à présent. À cette petite différence près, on conserverait donc la structure actuelle, c'est-à-dire un ordre du jour comportant trois points : i) les articles V, VIII et X du GATT, ii) le recensement des besoins et priorités en matière de facilitation des échanges et iii) l'assistance technique et le renforcement des capacités. Les discussions devraient être ciblées, c'est-à-dire que lorsque les Membres examineraient les articles, ils pourraient indiquer la nature de leurs besoins d'assistance technique en rapport avec ces articles. Le Président croyait comprendre que tous les Membres acceptaient sa suggestion en ce qui concerne le nombre des réunions, leur durée et leur calendrier, ainsi que leur ordre du jour.

2.13 Le Conseil a pris note des déclarations et est convenu de poursuivre sur cette base.

III. AUTRES QUESTIONS

3.1 Le Président a abordé la question de la date de la prochaine réunion. Il a dit aux délégations qu'une salle avait été réservée pour l'après-midi du jeudi 23 janvier 2003 au cas où le CCM aurait besoin d'examiner certains points de l'ordre du jour. L'ordre du jour de cette réunion serait arrêté le lundi 13 janvier 2003. Sinon, la première réunion du CCM commencerait l'après-midi du 12 mars, se poursuivrait toute la journée du 13 et reprendrait pour l'après-midi du 14 mars.
